

**Sans-papiers expulsés,
Salariés exploités,
Irakiens massacrés...**



Dossier p.7 à 9 :
Non à la répression !

Assez de cette société !

**Du 15 au 17 octobre :
3ème Forum Social
Européen à Londres**

Pour défendre la sécu : construire la grève générale

Le projet de loi sur la sécurité sociale devrait être adopté courant juillet. Malgré le désaveu de la politique ultra-libérale menée par le gouvernement lors des élections régionales et européennes et les mobilisations de salariés, Raffarin a décidé de faire passer au plus vite ce projet. Les confédérations syndicales ont obtenu ce qu'elles voulaient : la négociation pour soignant améliorer la réforme. Depuis le début de l'annonce de la contre-réforme, elles n'ont pas cherché à mobiliser. La lutte des salariés d'EDF-GDF s'est radicalisée très tôt (avec notamment des blocages, des coupures de courant chez des dirigeants politiques). Mais là encore, les directions syndicales ont préféré condamner certaines actions plutôt que de chercher à élargir la mobilisation. Certains

travailleurs sont menacés de licenciements ou de « départ » en retraite anticipée.

Le 5 juin a permis à la CGT d'apparaître comme le syndicat le plus combattif, pourtant, elle ne s'est pas donnée les moyens de faire que cette manifestation soit la plus massive possible : manif décentralisée, manif contre la venue de Bush le même jour. Pourtant les travailleurs, les jeunes savent que cette réforme est encore une attaque contre leurs acquis. Des collectifs locaux se sont créés sur quelques départements. Ils réunissent des militants syndicaux, des individus. Ces collectifs s'étaient fixé comme objectif de convaincre le maximum de salariés qu'il était possible de se mobiliser largement, sans attendre l'aval des syndicats, et que le « trou de la sécu » n'était pas dû

(comme le dit le gouvernement et le laissent croire les syndicats) aux abus des travailleurs, mais bien au fait que les cotisations patronales ont très largement diminué (que ce soit sous la droite ou sous la gauche).

Les vacances approchent et la lutte va être difficile à mener pendant les mois d'été. Mais rien n'est perdu. Les collectifs interpro (qui réunissent des salariés de plusieurs entreprises différentes, syndiqués ou pas) de mai-juin 2003, les collectifs de défense de la sécu : toutes ces initiatives montrent que nous sommes prêts à nous mobiliser. Un climat de contestation existe et ces collectifs permettent de nous donner des perspectives pour agir. Les grandes grèves de novembre-décembre 95 et de mai-juin 2003 ont pris l'ampleur que l'on connaît parce qu'un

secteur (les cheminots et les profs) était déterminé à aller jusqu'au bout, sur des revendications qui permettaient l'unité : la sécu en 95, les retraites ou la décentralisation en 2003. Ils ont réussi à convaincre les autres secteurs de rejoindre la lutte. Aujourd'hui, les attaques contre nos acquis se multiplient, et on a plein de raisons de se mobiliser. Partout, sur nos lieux de travail et d'étude, on doit tout faire pour contrer le gouvernement, pour défendre nos droits (sur les questions de moyens dans les lycées, contre la privatisation des universités, contre le chômage et la précarité qui touchent massivement les jeunes, ...).

négociation de la CFDT, de la CGT ou de FO qui va sauver la sécurité sociale. On l'a déjà vu avec les retraites ou la décentralisation. Nous ne devons compter que sur nous-même. C'est le seul moyen de faire pression sur les syndicats pour qu'ils soient obligés d'appeler à la mobilisation. Nous ne devons pas attendre.

Même si le projet de loi est voté pendant les vacances, nous pouvons encore lutter pour son retrait. Pour ça, il faut que les jeunes, les salariés s'unissent dans les collectifs. Seule une grève générale interprofessionnelle pourra stopper le gouvernement.

Une chose est sûre : si on ne se mobilise pas, le gouvernement aura carte blanche pour faire ce qu'il veut. Et ce n'est pas la

Francine, [Nanterre]

De quel côté est la police ?

Pour illustrer la réponse à cette question, prenons l'exemple de l'usine de STMicroelectronics de Rennes. STM est une entreprise spécialisée dans la production de puces électroniques. C'est le cas typique d'une entreprise multinationale qui fait de gros bénéfices car le marché des semi-conducteurs s'avère particulièrement juteux. Il y a un an, près de 600 salarié(e)s travaillaient à STM sur le site de Rennes. Mais les action-

naires demandaient une augmentation des marges brutes de 35% à... 40% !

Pour atteindre ces 5 points, STM décida de délocaliser à Singapour l'unité située à Rennes. Le patron avait un gros besoin des machines afin de répondre aux besoins du marché. Après plusieurs tentatives d'intimidation ratées, en raison de l'occupation de l'usine par les salariés et le collectif de soutien rassemblant organisations et habitants du quartier, il décida de passer aux gros

moyens après que la justice ait autorisé le déménagement des machines au nom de la « libre circulation ».

Le jeudi 10 juin 2004, vers 5 heures du matin, des camions encadrés par les gardes mobiles commencèrent le déménagement. Non sans mal car pendant plus d'une heure, environ 200 à 300 personnes, salariés et membres du collectif de soutien, opposèrent une résistance passive. Les policiers répondirent par des gaz lacrymogènes et des coups. Au petit matin, le quartier du Blosne, où se trouve l'usine, ressemblait à un vrai champ de bataille.

Cette poussée de violence policière fut telle qu'elle provoqua l'indignation de l'ensemble des organisations politiques de gauche et des syndicats. La préfecture (qui n'est déjà pas particulièrement réputée pour sa grande tendresse envers les sans-papiers) a, par l'envoi de gardes mobiles, mis totalement à nu le rôle fondamental des forces de maintien de « l'ordre public » : servir le patronat.

Thibaut, [Rennes]



Les salariés de STM l'ont appris à leurs dépens...

5 juin contre Bush Pour le retrait des troupes d'Iraq !



Plus de 30 000 personnes venues de toute la France ont manifesté à Paris le 5 juin dernier à l'occasion de la venue de Bush. Dans le cortège d'Agir Contre la Guerre (photo), comme dans toute la manif, le mot d'ordre était clair : dehors les troupes d'occupation !

Cette échéance a prouvé, fallait-il encore le démontrer, que malgré son retard par rapport à d'autres pays (Grande-Bretagne, Italie, Espagne...), le mouvement anti-guerre français est bien vivant. Soyons le plus nombreux possible à continuer de le construire et de le développer, avec notamment deux échéances importantes dans les mois qui viennent : l'AG d'ACG les 11 et 12 septembre à Paris, et le FSE de Londres du 15 au 17 octobre.

Qui sommes-nous ?



Nous luttons pour une société débarrassée de toute exploitation et aliénation, pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est.

Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'une rupture radicale avec l'ordre existant. Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée, que le racisme augmente...

Nous sommes partie prenante de toutes les luttes contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité.

Nous sommes internationalistes parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main.

Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut lutter dans l'unité, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

Abonnez-vous ! Prenez contact !

- Je désire m'abonner au journal (à partir du numéro)
10 € pour 10 numéros (chèque à l'ordre de RCJ)
- Je veux des informations sur les Rencontres internationales de jeunes (fin juillet en Espagne)
- Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Je désire commander :
..... brochure(s) sur la précarité (1 euro l'exemplaire)
..... carnet de chants de luttes (1 euro l'exemplaire)
..... brochure(s) sur la guerre (1 euro l'exemplaire)
..... brochure(s) sur la Palestine (1 euro l'exemplaire)

Total : euros
Chèque à l'ordre de RCJ

Nom Prénom.....
Adresse
Code postal Ville
Téléphone e-mail

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.
mail : jcr@jcr-red.org — web : www.jcr-red.org

La mondialisation capitaliste accroît la concurrence entre les entreprises et les grandes puissances. Aucun pays, aucune région du monde n'échappe à cette logique de plus en plus violente. Les classes dominantes du monde entier mènent une guerre sans merci pour soumettre travail, éducation, santé à la loi du profit. Cette évolution globale se réalise brutalement par des crises économiques, des catastrophes sociales et surtout des affrontements militaires et des occupations coloniales. C'est aussi une rivalité accrue entre les puissances capitalistes qui s'affrontent pour contrôler les sources de profit.

Face à cette évolution, le problème pour la bourgeoisie française est de conserver dans les prochaines années son rôle de grande puissance (à travers des institutions comme le G8 ou le Conseil de Sécurité de l'ONU) pour ne pas être jetée en arrière par des puissances capitalistes montantes comme la Chine, la Russie, ou les concurrents européens... Les patrons français, pour assurer leurs profits, ne disposent pas des ressources immenses (comme en Russie) ou de nouveaux marchés potentiels (comme en Chine), pour pouvoir maintenir leur taux de profit. Pour cela, la principale offensive menée ces dernières années a consisté à réduire le coût du travail salarié, en augmentant l'exploitation, les cadences de travail et en remettant en cause les quelques droits sociaux existants (retraite, santé...). Mais cela ne peut être suffisant pour satisfaire la volonté de profits en particulier des capitalistes de la finance, des fonds de pension et des banques internationales, qui dominent toute l'économie française (dont une grande partie des entreprises du CAC 40). Citation Raffarin Carré Rouge.

Pour développer ses parts de marché, les capitalistes français n'ont pas d'autre choix que d'approfondir leur offensive anti-sociale tout en essayant de défendre la « place de la France » à l'échelle internationale. C'est-à-dire de conserver le contrôle sur les zones d'influence issue de la colonisation, tout en en gagnant de nouvelles (comme en Amérique Latine, ou en Chine où de nombreuses entreprises françaises cherchent à s'implanter). C'est le patronat qui fixe l'objectif, comme le dit si bien le Baron Ernest Antoine Seillères, n°1 du MEDEF : « On ne peut pas mener les combats d'aujourd'hui avec un regard concentré sur l'infirmerie » Bref, tous les bras cassés de la lutte de classe, tous ceux qui ne sont pas « compétitifs » : ce ne sont que des dommages collatéraux, comme disent les militaires... La tâche du gouvernement est de mettre en œuvre la « feuille de route » que le patronat définit, quel qu'en soit le coût pour les populations.

Mais pour mener cette politique, le gouvernement ne se contente pas de remettre en cause les droits des salariés. Il mène aussi une offensive systématique et permanente pour diviser les salariés et affaiblir notre capacité à réagir collectivement. Les discriminations, que ce soit contre les homosexuels, les femmes ou les immigrés, servent à désigner des boucs émissaires, à imposer de fausses divisions entre ceux qui ont les mêmes intérêts. La question du racisme et des discriminations envers les musulmans (qui sont depuis le 11 septembre 2001 assimilés à des « terroristes ») devient particulièrement dangereuse et empêche la contestation de se développer.

Construction d'un front permanent contre les occupations militaires, préparation de la contre-offensive face aux attaques du gouvernement et du patronat, lutte contre le racisme et les discriminations... La période estivale doit être l'occasion de préparer le mieux possible une rentrée qui s'annonce déjà très chargée...

Souscription LCR : pour préparer les prochaines luttes !

Les scores de l'extrême gauche aux dernières élections européennes ont mis la LCR en difficulté financière. Nous devons récolter 350 000 euros d'ici fin décembre 2004. Pourquoi est-ce à chacun d'entre nous de s'engager dans l'effort pour permettre à la LCR de continuer son activité ? Car la LCR est avant tout un outil destiné à construire et à armer les mobilisations, que ce soit contre les mesures antisociales de Raffarin-Sarko, en solidarité avec les résistances des peuples opprimés, en Irak, en Afrique, en Palestine...

La LCR sera un point d'appui pour tous pour continuer à mener toutes ses batailles et à défendre la perspective d'une alternative au système actuel

Envoyez vos chèques à l'ordre de « LCR Souscription » à l'adresse suivante : LCR 2 rue Richard Lenoir, 93 100 Montreuil

Sommaire

- 2 Défendre la sécu
Le 5 juin à Paris
- 3 Edito
Contre le racisme
- Monde**
- 4 Irak : un piège pour la coalition
Kerry : une alternative à Bush ?
- 5 Soudan : un nouveau Rwanda ?
La France : un pays impérialiste
- 6 La « libération inachevée »
- Dossier : Assez de répression !**
- 7 L'ordre policier règne
- 8 Les lois Perben
Les lycées prison
L'industrie de la répression
- 9 L'Etat est-il neutre ?
Loïc Wacquant
- Hexagone**
- 10 Sur les facs, les lycées : préparer la rentrée
Bilan des élections européennes
- 11 La réforme de l'assurance maladie
Les régimes et l'aliénation des femmes
- Histoire**
- 12 Le fondamentalisme musulman
- 13 Le marxisme
- 14 L'exploitation capitaliste
- Kultur**
- 15 Livres, DVD
- 16 Sport et capitalisme
RJ

Agenda... Agenda... Agenda...

Du 13 au 20 juillet : Universités d'Été Euroméditerranéennes des Homosexualités (UEEH) à Marseille (Campus de Luminy)

Du 25 juillet au 1er août : Rencontres Internationales de Jeunes à Ruesta (Espagne)

Du 24 au 29 août : 13ème Université d'été de la LCR à Port Leucate

11 et 12 septembre : Assemblée générale d'Agir Contre la Guerre à Paris

30 septembre : 4ème anniversaire de l'Intifada palestinienne

10 octobre : date à confirmer d'une manifestation nationale contre tous les racismes et l'antisémitisme

14 au 17 octobre : Forum Social Européen de Londres, Manifestation européenne contre les occupations

Pour tout renseignement concernant ces initiatives, contactez-nous !

Contre tous les racismes et les violences fascistes !

Depuis plusieurs mois, des groupes de nazis sévissent en France, notamment dans les régions d'Alsace et du Nord. Impacts de balles et injures taguées sur des mur de mosquées, magasins musulmans incendiés ou dégradés, stèles et pierres tombales de cimetières juifs et musulmans vandalisées. La liste se fait chaque mois un peu plus longue. Ces événements viennent rappeler à ceux qui ces derniers temps semblaient l'avoir oublié qu'aujourd'hui comme hier, la violence raciste reste largement l'œuvre des fascistes.

Il faut dire que dans le climat délétère qui existe depuis le 11 septembre avec la stigmatisation particulièrement virulente des populations de culture arabo-musulmane, accentuée par la politique sécuritaire et raciste de la droite qui vise « ostensiblement » les jeunes issus de ces populations vivant dans les banlieues ainsi que les immigrés, les fascistes ont de quoi se sentir en confiance. Et ce n'est certainement pas une coïncidence que ce soit précisément dans la seule région restée à droite après les dernières élections que les attaques racistes ont été les plus nombreuses au cours des derniers mois.

Il est plus que temps que de notre côté, le mouvement antiraciste retrouve lui aussi confiance. Et cette fois, on ne doit plus se laisser diviser et affaiblir, laisser certains médias et pseudo-intellectuels monter un groupe contre un autre. Ce sont les fascistes nos véritables ennemis, ce sont eux qui sèment la terreur et la haine, aidés en cela par toutes les théories et propagandes de « guerres de civilisation », « lutte contre le terrorisme » et autres lois de sécurité intérieure construites sur le même modèle.

C'est contre eux, que tous ensemble, nous devons nous mobiliser aujourd'hui. Il s'agit d'organiser sur les facs, les lycées, les quartiers, les fronts les plus larges contre le racisme. Des centaines de milliers de personnes, parmi lesquelles énormément de jeunes, sont descendues dans la rue après le 21 avril 2002 contre le fasciste Le Pen. Ce sont les mêmes et des milliers d'autres encore qui ont manifesté le 15 février 2003 et dans toutes les manifestations après contre la guerre en Irak et la logique raciste qu'elle développe et entretient. Dans toutes ces manifestations, notre force, c'était notre nombre et notre unité, entre musulmans et juifs, entre français et étrangers.

C'est ce type de dynamique dont nous devons nous inspirer et que nous devons construire, car c'est cela qui fait reculer le racisme et les fascistes.

Danièle, [Sorbonne]





L'Irak, un piège pour les troupes d'occupation

en bref

Tout va bien...

« Les gens sont anesthésiés par la propagande des médias qui représentent les mensonges du gouvernement. Mais la guerre commence à avoir des conséquences dramatiques sur la vie des Américains. Nous recevons des dizaines d'appels de soldats qui ne veulent plus retourner en Irak après leur permission ». Preston Woods, responsable de la coalition Answer de Los Angeles.

Un nouvel allié pour les Etats-Unis en Irak : le Tonga

Toujours à la recherche de nouveaux contributeurs de troupes pour l'Irak, les Etats-Unis viennent de trouver un nouvel allié de poids : l'île de Tonga, archipel indépendant du Pacifique, comptant 169 îles pour 748 km et 105.000 habitants, a décidé d'envoyer un contingent de 44 soldats en Irak.

American Psycho

Un militaire américain sur 6 envoyé en Irak souffre de troubles psychiatriques : c'est le résultat d'une étude menée par des spécialistes indépendants. (source Le Monde)

Americans against the war

Pour la première fois, une majorité d'Américains (54% contre 41% début juin 2004) déclarent penser que les Etats-Unis ont commis une erreur en envoyant leurs soldats en Irak, selon un sondage Gallup réalisé pour la chaîne CNN et le quotidien "USA-Today".

Syndicat against the war

Le syndicat indépendant des camionneurs de Californie (50 000 membres) a proclamé son opposition inconditionnelle à la guerre et réclame le retour des soldats.



Le 28 juin, avec deux jours d'avance, le gouverneur américain Paul Bremer a quitté l'Irak, après avoir remis les clefs du pouvoir au gouvernement intérimaire irakien. Soutenu par le conseil de sécurité de l'ONU, cette « passation de pouvoir » ne change rien à la donne irakienne : l'Irak demeure sous domination directe de l'impérialisme américain et les troupes d'occupation sont confrontées à une résistance armée de plus en plus déterminée. La perspective d'une défaite militaire en Irak inquiète tous les dirigeants impérialistes qui resserrent leur rangs derrière l'ONU et l'OTAN.

Le 28 juin, le pouvoir n'a pas changé de main !

Les Irakiens eux-mêmes ne s'y attendaient pas : le 28 juin, ils ont appris par la radio et la télévision qu'ils étaient soi-disant « autonomes ». Face à la recrudescence des attaques contre les forces d'occupation à l'approche du 30 juin, date annoncée pour le « transfert de pouvoir », les Etats-Unis ont avancé de

deux jours l'événement. Et pour garantir que le peuple irakien ne participe pas à ce processus qui est censé lui apporter la démocratie, les cérémonies ont eu lieu dans le camp retranché des troupes d'occupation, la « zone verte ». Evidemment, il ne s'agit nullement pour les Etats-Unis et leurs alliés de doter l'Irak d'un gouvernement démocratique, mais de placer à la tête du nouvel Etat des hommes capables de rétablir une autorité qui leur échappe chaque jour d'avantage, de mater la résistance, de garantir l'exploitation du pétrole et de permettre aux capitaux américains de s'implanter sur ce nouveau marché.

Les dirigeants américains ont choisi Iyad Alaoui comme premier ministre. Ancien fidèle de Saddam Hussein, il avait rejoint l'opposition avec l'aide de la CIA. Les Etats-Unis comptent sur lui pour recomposer l'Etat irakien en s'appuyant sur d'anciens membres du parti Baas, l'organisation politique de Saddam Hussein. Après avoir annoncé qu'il comptait « restaurer la démocratie » en détruisant les fondations de la dictature de Saddam, les Etats-Unis se rendent compte qu'ils ne

pourront pas dominer le peuple irakien et mater sa résistance sans utiliser les hommes de l'ancien appareil de la dictature.

Les Etats-Unis savent qu'ils ne peuvent pas se permettre d'instaurer une démocratie en Irak. L'auteur du *Choc des civilisations*, Samuel Huntington, l'a très bien compris : « si nous permettons la démocratie dans le monde arabe, nous risquons d'obtenir des gouvernements élus qui seront hostiles aux Etats-Unis ». Pour s'assurer le contrôle de l'Irak, les autorités américaines comptent maintenir leurs troupes sur place pendant plusieurs années, sous caution de l'ONU.

L'ONU cautionne l'occupation

Les Irakiens savent depuis longtemps que l'ONU, derrière ses prétentions démocratiques et pacifistes, n'est qu'un outil utilisé par les puissances impérialistes pour légitimer leurs crimes. Responsable d'un embargo qui a entraîné la mort de plus d'un million d'Irakiens, l'ONU s'est empressée de cautionner l'invasion du pays par les Etats-Unis. Votée le 8 juin par le conseil de sécurité, la résolution 1546 précise que « c'est à la demande du nouveau Gouvernement intérimaire de l'Irak que la force multinationale est présente dans le pays », ce qui explique comment la « fin de l'occupation » peut être effective... sans qu'un seul soldat américain ou anglais ne quitte l'Irak ! Cette « force multinationale » demeure dans le pays pour « concourir au maintien de la sécurité et de la stabilité en Irak », c'est à dire qu'elle peut continuer à torturer, à raser des écoles, des mosquées et des hôpitaux pour mater la résistance.

Quand l'impérialisme est mis en péril...

Les pays qui s'opposaient au déclenchement de la guerre contre l'Irak, sous l'égide de la France et de l'Allemagne, sont rapide-

ment rentrés dans le rang. En votant pour la résolution 1546, la France accepte de légitimer l'occupation militaire de l'Irak par les troupes américaines et anglaises.

En effet, si les puissances impérialistes se livrent une concurrence acharnée lorsqu'il s'agit de trouver des marchés pour écouler leurs marchandises, elles savent s'entendre pour défendre leurs intérêts communs. En l'occurrence, l'éventualité d'une défaite de l'impérialisme américain en Irak inquiète autant Bush et Blair que Schröder et Chirac. Une victoire du peuple irakien aboutissant à un retrait des troupes US pourrait provoquer un embrasement au Moyen-Orient et inspirer tous ceux qui subissent l'oppression impérialiste, mettant en péril la domination des grandes puissances dans de nombreux pays.

Cependant, ni Chirac ni Schröder ne sont prêts à envoyer des troupes en Irak, comme ils l'ont montré fin juin lors du sommet de l'OTAN à Istanbul, en Turquie : le conflit d'intérêts entre l'axe franco-allemand et les Etats-Unis subsiste, chaque camp voyant en l'Irak un marché potentiel pour ses entreprises. De plus Chirac hésite à soutenir militairement l'occupation en Irak en raison du mouvement anti-guerre, qui a déjà provoqué la chute d'Aznar en Espagne, et qui ne manquerait pas de déstabiliser Chirac s'il décidait de rompre avec son attitude soi-disant « pacifiste ».

La crise irakienne s'approfondit de jour en jour. Les troupes US se heurtent à une résistance qui bénéficie d'un soutien indéniable de la population. Soutenons la résistance irakienne, capable de mettre à mal la guerre sans limite de Bush, et continuons à construire le mouvement anti-guerre, pour empêcher nos dirigeants d'envoyer des troupes en Irak.

Sylvain, [Lannion]

Kerry : une alternative à Bush ?

Avec la fin officielle des élections primaires aux Etats-Unis, on connaît désormais le nom de celui qui affrontera Georges W Bush lors des prochaines présidentielles américaines. Il s'agit de John Kerry, actuellement sénateur du Massachusetts. Il aura la charge de défendre le drapeau des Démocrates dans la course à la présidence de la première puissance mondiale. Face à la politique de l'administration Bush, un débat est engagé pour savoir s'il faut à tout prix virer Bush, et donc soutenir les Démocrates, qui représenteraient, sinon une alternative, du moins un moindre mal. Une victoire de John Kerry signifierait-elle un changement dans la politique des USA à l'échelle mondiale ?

Une alternative...

En tout cas, le sénateur du Massachusetts et son équipe se dépensent sans compter pour accréditer cette idée. Depuis le début de sa campagne à l'investiture démocrate, il soumet l'administration Bush à un feu roulant de critiques. Dans son offensive, il est soutenu par un certain nombre d'intellectuels qui élaborent analyses et propositions. La critique principale adressée par

Kerry à Bush concerne « la fin des alliances durables ». Cela serait dû à la politique de la nouvelle administration, qui ne compterait que sur l'utilisation préventive de la puissance militaire américaine pour défendre les intérêts des Etats-Unis, et écraser toute menace semblant peser sur le pays. Face à cet unilatéralisme impérial, le candidat Kerry semble proposer une approche « différente ». En fait, un retour aux principes qui dirigeaient la politique extérieure des USA depuis 50 ans : le principe de dissuasion et la construction d'alliances durables. « Une fois élu, je remplacerai l'isolationnisme de Bush par une nouvelle ère d'alliances. Certes, la guerre froide est finie, mais les nouveaux dangers qui nous attendent rendent la présence d'alliés à nos côtés plus indispensable que jamais ». Et d'illustrer son propos dans un autre discours en prenant l'exemple de l'Afghanistan : « L'OTAN ayant enfin accepté de diriger les opérations de maintien de la paix en Afghanistan, il est très urgent que les Européens viennent seconder les forces américaines ». Bien sûr, l'équipe de John Kerry met tout en œuvre pour se démarquer des Républicains.

... en trompe-l'œil.

« Je n'accuse pas Georges Bush d'en faire trop

dans la guerre contre le terrorisme, je pense au contraire qu'il n'en fait pas assez ». Par cette seule déclaration on comprend qu'il n'y aura pas de changement majeur dans la politique des Etats-Unis. En cas de victoire du candidat Kerry, c'est bien la même politique qui se poursuivra. Elle sera seulement habillée et argumentée différemment. Les alliances internationales ? En fait, un simple paravent : « En tant que président, je ne ferai pas passer la sécurité des Etats-Unis derrière celle d'aucune autre nation ou institution. Nos ennemis ne pourront jamais douter de ma détermination à employer la force, si cela s'avère nécessaire ».

Pour que tout le monde en soit bien convaincu, le sénateur avait organisé le lancement de sa campagne au pied du porte-avion USS Yorktown, en déclarant : « Tout sera fait pour défendre la sécurité nationale, et nous continuerons à disposer de l'armée la plus puissante du monde ». Et le fond du programme est en accord avec ces quelques déclarations. Il est hors de question d'envisager un retrait d'Irak ou d'Afghanistan. Tout au plus une réorientation des crédits, pour la création par exemple de deux nouvelles divisions d'infanteries, soit 40 000 hommes supplémentaires. Sur cette question, le désaccord est clair : les Républicains veulent



Bush, Kerry, où est la différence ?

un bouclier anti-missile, les Démocrates, plus d'infanterie. Mais les deux partis continueront à mener la guerre, main dans la main. La raison profonde de cet alignement des partis Républicains et Démocrates sur la même politique, c'est que la « Guerre sans limite » lancée par Bush après le 11 septembre n'a rien d'un simple slogan pour les électeurs texans, ni d'un accident. Il n'y aura pas de retour en arrière, car ce sont les contradictions mêmes du capitalisme mondial qui poussent les Etats, et en premier lieu les Etats-Unis, à multiplier les occupations.

Camille, [Saint Denis]

Soudan, un nouveau Rwanda ?

« Alors vous voyez au Soudan y'a eu 2 660 millions d'morts, mais on en a rien y'a branler du Soudan (...) mais alors là rien à foutre ! » Mickey 3D (« La France a peur »)

Depuis février 2003, entre 10 000 et 35 000 morts, 700 000 déplacés, 150 000 réfugiés, principalement au Tchad et en Ouganda, parqués dans des camps, dépouillés ; un pays ravagé, une agriculture exterminée... Encore un conflit ethnique entre tribus incapables de s'entendre, nous dit-on dans les grandes instances de l'ONU ou de l'ambassade de France. La réalité est toute autre. Comme dans tous les pays d'Afrique, cohabitent des peuples, « ethnies » souvent artificielles et développées par les colonisateurs au début du XXème siècle.

C'est en l'occurrence au Darfour, province incorporée au Soudan en 1916, qu'a lieu le

conflit. Cette région constituée d'un désert et d'une zone montagneuse est le lieu de cohabitation des nomades musulmans, méprisés du fait de leurs origines arabes, et des paysans Fours, longtemps dominants avant la colonisation. A la fin des années 70, la crise globale du capitalisme se répercute violemment sur tous les continents. La crise agricole combinée à une forte expansion démographique et à des catastrophes climatiques (sécheresses, ...) ont créé les premières grandes tensions en 1983, suivies d'une guerre meurtrière entre 1985 et 1988.

L'avenement au pouvoir de la dictature militaire dirigée par les fondamentalistes musulmans et soutenue par la Libye encourage les plus belliqueuses des milices « arabes ». Naît alors l'expression *Janjawid*, mot composé qui signifie approximativement « les cavaliers du diable, armés

de kalachnikovs ». (1) Depuis 2001, les attaques impunies contre les paysans fours, zaghawa et masalits se sont multipliées, au point que l'on a commencé à parler de nettoyage ethnique. Les milices d'autodéfenses « africaines » créent en 2003 le Front de Libération du Darfour (FLD), devenu l'Armée de libération du Soudan (ALS). (2)

Lorsque la guerre éclate, l'ASL impose au gouvernement de Khartoum de nombreux revers et contrôle peu à peu les points stratégiques du Darfour (notamment El Fasher, capitale du Darfour Nord). Le président Omar El Bechir s'assure alors le soutien des pays voisins, notamment la Libye, ainsi que celui de la France pour bloquer les frontières et isoler les rebelles. Il incorpore et arme officiellement les milices musulmanes et « rétablit l'équilibre » au Darfour.

Le cessez-le-feu signé entre Bechir et l'ALS en septembre 2003 est de courte durée. Un nouveau groupe, le Mouvement pour la justice et l'égalité (MJE), issu de la paysannerie zaghawa, continue les hostilités, notamment parce que les milices Janjawids les reprennent également.

Les massacres continuent donc aujourd'hui encore, tandis que Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, se dit « préoccupé » mais « pas prêt à les décrire comme un génocide ou du nettoyage ethnique ». (3) Et tandis que l'Union Européenne somme gentiment le président soudanais de tenir « son engagement de contrôler les forces armées irrégulières connues sous le nom de Janjawids » (4), la France, moins soucieuse de son image morale que de garder sa mainmise sur les réserves pétrolières du Sahel (qui s'étend sur le Tchad et le Soudan), y va plus franchement. Elle a réassuré le président-dictateur tchadien Idriss Déby de son soutien et lui

apporte, selon les sources de l'association Survie, un soutien logistique à la frontière soudano-tchadienne.

La concurrence est rude face aux Etats-Unis qui prétendent aussi faire leur loi dans la région et ont envoyé fin juin Colin Powell jouer l'« homme de paix ». Il est vrai que pour Déby, et donc pour les intérêts français, une victoire des zaghawa représenterait une menace extrêmement sérieuse. Alors, qu'est-ce qu'un génocide comparé à une position de domination et à d'immenses réserves de pétrole ?

JB, [Nanterre]

- (1) LE MONDE DIPLOMATIQUE, mai 2004
- (2) ibid.
- (3) Survie (<http://www.survie-france.org>)
- (4) ibid.

La France : un pays impérialiste comme les autres...

La violence inouïe de l'impérialisme américain, son agressivité mais aussi ses difficultés face à la résistance populaire irakienne le mettent au premier plan de l'actualité et en font l'impérialisme le plus dénoncé dans les mobilisations anti-guerre. Cependant, en tant que révolutionnaires, cela ne doit pas nous faire oublier l'agressivité elle aussi très violente de l'impérialisme français. En effet, l'offensive menée par l'impérialisme américain à l'échelle planétaire l'amène à intervenir pour protéger ses propres profits : ainsi au Congo, en Côte-d'Ivoire, à Haïti...

On assiste aujourd'hui à une redistribution des sphères d'influence entre les puissances impérialistes. L'impérialisme américain, afin de satisfaire la soif de profit de sa bour-

geoisie, doit détruire tout ce qui s'oppose à l'extension de sa sphère d'influence. Cela amène l'impérialisme français à une stratégie défensive, la bourgeoisie française refusant d'abandonner ses profits pour satisfaire le géant américain. A cet égard, le scénario irakien est particulièrement révélateur. Si Chirac s'est opposé au départ à l'intervention en Irak, ce n'est pas par pacifisme ni respect du pseudo-droit international (toute cette fable du pacifisme chiraquien s'efface lorsqu'on sait que les troupes françaises participent déjà à l'occupation en Afghanistan). Non, ce qui a amené Chirac à s'opposer à cette guerre, c'est que l'Irak de Saddam Hussein entretenait des rapports privilégiés avec les entreprises pétrolières françaises. On assiste d'ailleurs aujourd'hui à un retournement de scénario en Irak, Chirac capitulant devant

Bush pour obtenir les miettes du festin. Il ne serait donc pas étonnant de voir dans quelques temps des troupes françaises intervenir directement ou indirectement en Irak, que ce soit dans le cadre de l'ONU ou d'autre chose. On voit ainsi que quand cela les arrange, les impérialistes savent parfaitement marcher main dans la main (cf d'ailleurs ce qui se passe à Haïti, où Américains et Français occupent ensemble l'île pour étouffer le mouvement populaire).

Cet affrontement inter-impérialiste entre la France et les Etats-Unis se mène aussi (on en parle moins) en Afrique. En effet, si la France est intervenue en Côte-d'Ivoire, ce n'est pas pour défendre la « légitimité démocratique » d'un président Gbagbo corrompu jusqu'aux os, mais bien pour défendre ses intérêts économiques face à des

putschistes qui agissent ouvertement au service des américains. Les manifestations anti-françaises et pro-américaines qui ont lieu en Côte-d'Ivoire ne sont qu'un reflet de la redistribution impérialiste qui a lieu

La compréhension de la place de notre impérialisme dans la redistribution impérialiste est capitale pour pouvoir construire les mobilisations contre la guerre. En effet, comme le disait Karl Liebknecht, « l'ennemi principal est dans notre pays ». Dans les mobilisations, nous devons montrer le rôle de l'impérialisme français, qui ne vaut pas mieux que l'impérialisme américain, afin d'amener les masses à l'affrontement direct avec leur propre bourgeoisie.

Aurélien, [Salons]

en bref

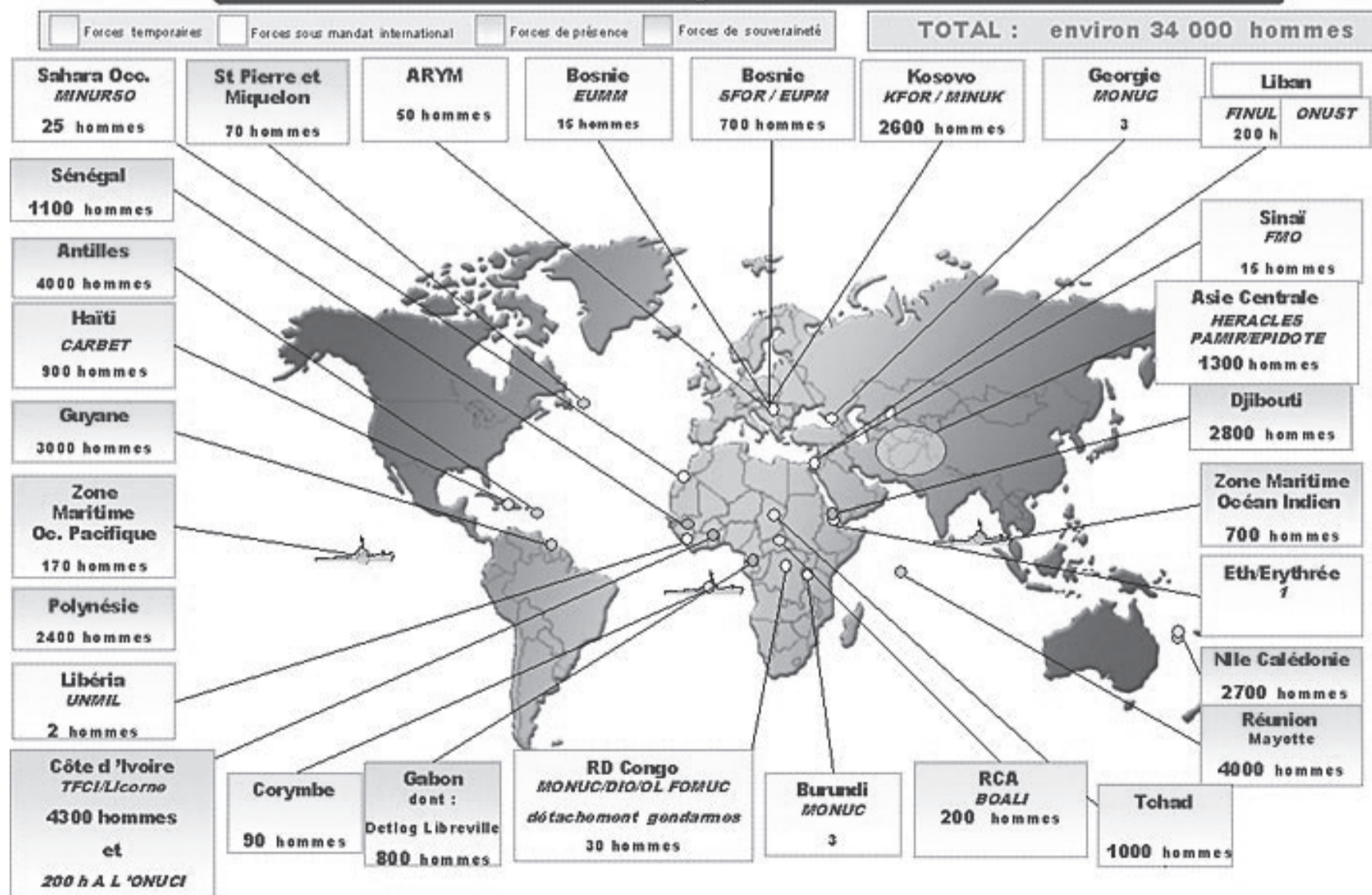
L'ONU assassine

Début juin, des dizaines de milliers de Congolais, qui subissent depuis des années une misère sans nom dans un pays pillé par les puissances extérieures (France, Etats Unis...) ont manifesté contre le régime de Kabila et les soldats de l'ONU qui occupent le pays, soi-disant pour « maintenir la sécurité ». Bilan des manifestations, les soldats de la paix n'ont pas hésité à ouvrir le feu sur les manifestants et ont fait deux morts.

Deux fumeurs de joints repérés par un drone de l'armée suisse

L'affaire remonte à la fin du mois dernier lorsque deux soldats font, depuis une caserne proche de Lucerne, des exercices de guidage d'avions sans pilote munis de caméras à infra-rouge censés espionner les troupes ennemies depuis une altitude de 1.000 à 3.000 m. « Soudain, écrit le journal *le Matin Dimanche*, apparaissent dans l'écran de contrôle une voiture et deux individus, paraît-il très agités. N'écoulant que leur devoir, les deux soldats préviennent la police qui accourt toutes sirènes hurlantes ». A leur arrivée sur les lieux, les policiers découvrent que les individus suspects sont en train de fumer un joint, chose illégale quoique assez courante dans un pays où 59% des 20-24 ans ont déjà consommé du cannabis, selon une enquête de 2000. Big Brother is watching you !

Forces françaises déployées hors du territoire métropolitain 10 juin 2004



La « libération » inachevée

Le mois de juin a été celui de l'euphorie des commémorations officielles de la fin de la Seconde guerre mondiale, qui a vu (déjà à l'époque) triompher les forces du bien contre le mal, triomphe d'hier utilisé pour mobiliser dans la guerre d'aujourd'hui contre le terrorisme. Triomphe dont tout le monde se proclame le grand vainqueur. Staline a sauvé l'Union Soviétique et l'Europe (alors que la machine de guerre allemande a été alimentée jusqu'au dernier jour du pacte germano-soviétique, sans oublier le partage de la Pologne, la livraison de militants antifascistes à l'Allemagne nazie, la déportation de peuples entiers pendant la guerre). Eisenhower a sauvé le monde libre et arrêté le génocide juif (pas une bombe n'a été larguée sur les rails qui menaient aux camps de concentration, les frontières américaines étaient quasiment fermées à l'immigration juive pendant et après la guerre, l'armée américaine pratiquait la ségrégation entre blancs et noirs, sans oublier le bombardement délibéré de populations civiles en Allemagne, l'expérimentation de la bombe nucléaire sur des civils japonais à Hiroshima et Nagasaki), De Gaulle a sauvé la France (bien planqué à Londres) et le Parti Communiste Français a sauvé... la bourgeoisie française. Petit retour sur une période où le spectre étouffé de la révolution a quand même permis la création de la sécurité sociale, la mise en place de la retraite, le droit de vote des femmes et les nationalisations.

De Gaulle hanté par les gueux de la Résistance intérieure

« Tous les gens bien sont pour Vichy ! Nous n'avons que les juifs, les nègres, les bossus, les malbâtis, les pauvres types et les cocus ». Cette citation n'est pas tirée de la propagande vichyste contre les résistants, non c'est ce que De Gaulle dira en juillet 1944 à Pierre Mendès France. Et c'est après les gens « bien » que De Gaulle passera son temps à courir, c'est après ces patrons qui préféraient Hitler au Front populaire et qui profiteront bien de l'occupation, ce sont ces magistrats, policiers, gendarmes qui se dévoueront à l'occupant nazi, allant jusqu'à livrer les enfants juifs. Le mythe gaulliste, d'une Résistance française patriote, servira à ces gens « bien », à tous les résistants de la 25ème heure, membres de mystérieux réseaux créés peu avant la libération, rapidement homologués réseaux de la France combattante en septembre 44.

Oubliés les FTP (Franc Tireurs et Partisans), ouvriers, paysans, immigrés, juifs, républicains espagnols qui se battraient réellement en France, sabotant les chemins de fer, n'hésitant pas à tuer des soldats allemands, des collaborateurs malgré le très petit nombre d'armes envoyés de Londres par le grand De Gaulle, malgré la volonté claire des « services » gaullistes de Londres d'éviter le plus possible la guérilla urbaine (donc le lien entre résistants et population). Non, De Gaulle cherchera et réussira, avec l'appui du PCF, à intégrer les FFI (milices patriotiques) dans l'armée régulière, à rétablir dans leurs fonctions les fonctionnaires vichystes (ceux là même qui avaient parfois été arrêtés par les résistants), décorer les policiers parisiens pour leur engagement dans l'insurrection parisienne le 19 août 44... après 4 années de

chasses zélées contre communistes, gaullistes, « terroristes » de tout poil, juifs, tziganes, etc. De Gaulle aime l'ordre, il ne peut donc supporter de voir les braves gens arrêtés par les gueux de la résistance, encore moins voir les organes clandestins de la résistance prétendre administrer le pays.

Gaule, sauveur de l'honneur de la France, auront permis d'étouffer les espoirs qu'avait la résistance intérieure, au besoin par la force (le Parti Communiste fera assassiner des camarades trotskistes, comme Mathieu Bucholz). Les résistants de la première heure voulaient parfois une France libérée et soviétique, parfois créer une société débarrassée du totalitarisme, presque toujours débarrassée du pouvoir des patrons et de l'Etat bourgeois (qui l'un comme l'autre auront bien vécu pendant l'occupation).

« Mort aux Boches et aux traîtres ! »
L'Humanité, 22 août 1944

Le Parti Communiste très Français

Après avoir, jusqu'en 1941, fait le silence dans sa propagande sur l'occupation nazie de la France (pacte germano-soviétique oblige), le PCF va adopter après l'entrée en guerre de l'URSS une attitude patriotarde jusqu'à la nausée. Jacques Duclos excellera dans les titres de l'Humanité clandestine. En oubliant opportunément ses camarades communistes allemands, le 22 août 44, sur six colonnes, le lecteur peut lire : « Mort aux boches et aux traîtres ! » et au cas où on n'aurait pas compris, le 23 rebelote : « Pas un boche ne doit sortir vivant de Paris insurgé ! », le 24, l'hystérie xénophobe est à son comble : « A chaque parisien son Boche ! ». L'existence même des FTP-MOI (organisation de résistants immigrés) et des maquis antifascistes allemands dans les Cévennes sera peu à peu mise sous silence parce que ça ne collait pas trop avec la résis-

Au sein de la résistance intérieure ayant fait allégeance à De Gaulle, la volonté est de réformer la société. Le programme du Conseil National de la Résistance, adopté le 15 mars 1944 dans la clandestinité, exprime bien cet espoir : transformer le pays par « l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale », « retour à la nation des grands moyens de production monopolisés, fruit du travail commun », « droit d'accès, dans le cadre de l'entreprise, aux fonctions de direction et d'administration pour les ouvriers, et la participation des travailleurs à la direction de l'économie ». De Gaulle limitera la mise en place de ce programme, n'en subsisteront que la Sécurité sociale, le vote des femmes et les nationalisations... Les grands acquis sociaux de l'après seconde guerre mondiale seront des miettes, le pouvoir restera aux mains des patrons et de l'Etat bourgeois. Il ne faut pas non plus oublier que les premières années d'après guerre furent très dures pour la population laborieuse, sommée par

« Tous les gens bien sont pour Vichy ! Nous n'avons que les juifs, les nègres, les bossus, les malbâtis, les pauvres types et les cocus ». De Gaulle, à Mendès-France, juillet 44

tance du peuple « français ».

Par contre, quand De Gaulle exigera la dissolution des milices patriotiques, le PCF, tout en rechignant, l'acceptera. Quatre mois après la libération, le rapport de Maurice Thorez au comité central du PCF donne aussi le ton : « Nous, qui sommes des communistes, nous ne formulons pas, présentement, des exigences de caractère socialiste et communiste. Nous disons cela au risque de paraître tiède aux yeux de ceux qui ont constamment à la bouche le mot de Révolution » Maurice Thorez demandera aux mineurs de produire encore et toujours plus et Jacques Duclos leur expliquera la nouvelle théorie communiste : « la grève, c'est l'arme des trusts apatrides ». Cela vaut bien quelques postes dans les ministères de la IVème République, qu'importe s'il faut pour cela remettre la France au travail, soutenir la guerre coloniale en Indochine (contre le camarade Ho Chi Minh !), les bombardements de Sétif, Guelma en Algérie et la répression féroce des révoltes au Madagascar.

De la résistance à la révolution ?

La politique chauvine et opportuniste du Parti Communiste, ainsi que le mythe de De

le nouveau pouvoir en place de reconstruire le pays à une vitesse accélérée, bâillonnée par le PCF et la CGT, devenus chiens de garde dans les usines. Il faudra la grève dans les usines Renault-Billancourt de 1947, le départ du PCF du gouvernement, l'insurrection dans les mines du Nord-Pas-de-Calais (réprimée par l'armée !) pour démarrer le cycle d'amélioration de la condition ouvrière...

A nous de reprendre le combat là où il a été arrêté... et cette fois, on ne se laissera pas désarmer !

Thomas, [Dunkerque]

A lire :
- La lutte de classes (n° de 1942 à 1945), Barta, éd. La Brèche ;
- Papon Maurice ou la continuité de l'état, Gérard Guicheteau, éd. Mille et une nuits ;
- Ami si tu tombes, Roger Pannequin, éd. Babel ;
- La libération inconnue, à chacun sa résistance, Maurice Rajsfus, éd. Le Cherche Midi ;
- Les silences de la police, Maurice Rajsfus et Jean-Luc Einaudi, éd. L'esprit frappeur ;
- Les derniers temps, Victor Serge, éd. Les cahiers rouges.

Monde



Quand la France torturait en Algérie

« On demandait des volontaires pour descendre les gars qu'on avait torturés (comme ça, il ne restait pas de trace et on ne risquait pas d'histoires) ».

Moi, je n'aimais pas ça. C'est vrai, vous savez : descendre un gars à 100 mètres dans le combat, ça ne me faisait rien, parce que le gars étant loin, on ne le voit pas trop. Il est armé, et puis il peut se défendre ou se barrer au besoin. Mais descendre un gars comme ça, sans défense, froidement... non !

Alors je n'étais jamais volontaire et il est arrivé que j'étais devenu le seul dans la section qui n'avait pas descendu « son » gars. On m'appelait la « p'tite fille ». Un jour, le capitaine m'a appelé en me disant : « Je n'aime pas les p'tites filles... Prépare-toi, le prochain sera pour toi ! ». Alors, quelques jours après, on avait huit prisonniers qu'on a torturés, à descendre. On m'a appelé et, devant les copains, on m'a dit : « À toi, la p'tite fille ! Vas-y ! »

Je me suis approché du gars : il me regardait.

Je vois encore ses yeux qui me regardaient... ça me dégoûtait... J'ai tiré... Les copains ont descendu les autres. Après, ça me faisait moins drôle... Ce n'est peut-être pas du boulot très propre ; mais, au fond, tous ces gars là, ce sont des criminels quand on y réfléchit. Si on les relâche, ils recommencent ; ils tuent les vieillards, les femmes, les enfants. On ne peut quand même pas les laisser faire cela...

Alors, au fond, on nettoie le pays de toute la racaille... Et puis ces gars-là, ils veulent le communisme, alors vous comprenez... ? »

Lettre d'un jeune soldat, rendue publique en 1958 par les prêtres-ouvriers de la Mission de France et publiée par Pierre Vidal-Naquet dans La torture dans la République (1972 Maspéro)



Appelés français pendant la guerre d'Algérie

Assez de répression !

L'ordre policier et sécuritaire règne !!

Depuis l'arrivée de Sarkozy au ministère de l'Intérieur, la psychose sécuritaire est super médiatisé. Mais bien avant son arrivé, de nombreuses lois sécuritaires étaient édictés comme la Loi de Sécurité Quotidienne (LSQ) de Dominique Vaillant (PS).

Les nouvelles lois adoptées (Lois de Sécurité Intérieur de Sarko.) sont sensées réduire la délinquance, mais elles vont en réalité criminaliser les populations visées. Ces populations sont jugées inutiles par la bourgeoisie et le patronat. Ce sont des chômeurs, des jeunes issus de la colonisation, des prostituées, des SDF... Ils ne contribuent pas à faire fonctionner le système capitaliste.

Cette criminalisation se fait d'autant plus facilement que ces mêmes populations sont

stigmatisées par les médias. Combien de fois n'a-t-on pas entendu un nom à consonnance étrangère mêlée à des affaires de terroristes islamistes vendeurs de drogues, violeurs de femmes... Alors que les Mr Dupond sont étonnamment absents... On a là la parfaite caricature de l'étranger !

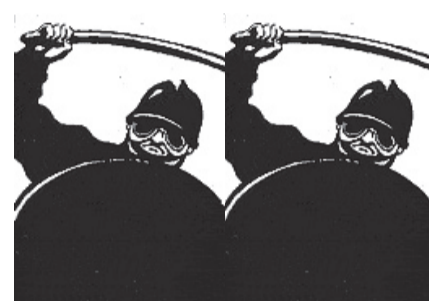
Cette criminalisation n'a qu'un but, celui d'incarcérations toujours plus nombreuses. Quand on connaît les conditions d'incarcération et d'exploitation des prisonniers, on comprend que cela permettra encore plus de profits pour la bourgeoisie.

Ainsi dans les prisons on voit de plus en plus d'entreprises (Sodexho, Vahiné, boîtes de phoning...) qui exploitent des prisonniers payés un salaire de misère. La prison est pour ces travailleurs une zone encore plus de non droit que les entreprises traditionnelles, pas de syndicats donc pas de droit du travail,

pas de SMIC, des boulots rémunérés à la tâche (productivisme...).

Du fait de l'augmentation considérable de la population carcérale, l'économie du même nom est un nouveau marché en plein essor. De plus ces prisons sont des machines à produire de la récidive, c'est une proportion bien plus grande des personnes condamnées à du ferme qui retournent en prison après rapport à ceux ceux condamnés à du sursis. Ces prisonniers sont des travailleurs comme les autres, il faut les défendre et développer la solidarité au même titre que les autres travailleurs.

Le nouvelle ordre sécuritaire avec ses nouvelles lois permet de réprimer non plus en fonction d'actes, mais selon la place sociale de la personne. Les nouveaux délits ne portent en effet aucun préjudice à une victime particulière (jeunes dans le hall :



rendez-vous trop bruyants, entrave à la libre circulation, SDF : arrêté Bivouac, prostitués : racolage passif...). On peut donc voir que ce sont toujours les mêmes populations visées et par conséquent toujours les populations touchées. Cette criminalisation de la pauvreté entraîne donc un traitement pénal des questions sociales. Ces lois ont également pour but de contenir les tensions de la société. Notamment par le biais des médias qui vont capter l'opinion publique, sur des faits bien choisis en fonction de leurs intérêts.

En plus d'une captation en faveur de ce prétendu « sentiment d'insécurité », c'est un détournement de l'opinion publique qui a lieu. Ne s'informant plus que pour et à propos de ce sujet les attaques sociales, les décentralisations, la casse de l'éducation nationale... n'occupent pas les esprits et une prise de conscience de la réelle situation n'a pas lieu ou du moins est masquée.

C'est contre toutes ces attaques qu'il faut se battre, notamment à travers des collectifs tel que Les Mots Sont Importants (LMSI), informer largement autour de nous des faits concrets, des lois et des points d'attaques de celles-ci, des vrais versions des affaires diverses, des « bavures » policières...

La lutte contre le sécuritaire passe par la lutte des classes.

La logique sécuritaire et bel et bien un outil du capitalisme et du patronat !!

Charlie et Julia, [Orléans]

Quand le gouvernement met progressivement en place le programme du FN

Les textes sécuritaires votés depuis deux ans à l'initiative du gouvernement n'ont paradoxalement pas pour objet de réduire la délinquance, pas plus que la loi contre les discriminations n'aura pour effet de réduire le nombre de fous islamiques dans les écoles. Ces lois stigmatisent au contraire des populations cibles, en les excluant socialement, comme si l'objectif était de les dresser con-

tre la République. On aura ainsi obtenu la démonstration recherchée, selon laquelle il est décidément impossible d'intégrer dans la société française les femmes musulmanes et les jeunes des banlieues, appartenant d'ailleurs aux mêmes réserves de ces nouveaux indiens, les « arabomusulmans ».

Tout ce passe comme si, au contraire, ces lois d'exclusion devaient maintenir la pression de la peur sur les électeurs, entre-

tenir leur effroi pour les refuznik de la République, en attendant les barbares des banlieues au journal télévisé du soir. Le but des lois sécuritaires est d'utiliser politiquement la délinquance de rue comme trompe-l'œil idéologique, de masquer le démantèlement de l'état social, tel qu'il résultait du programme de 1945 du Conseil National de la Résistance.

Mais l'actuel gouvernement risque d'être lui-même victime de ce jeu de leurre de l'opinion publique; car il est en train de réaliser en partie le programme

du Front National (187 pages, 300 propositions), sans pour autant être certain de capter l'électorat d'extrême droite. Séduire l'électorat d'extrême-droite. Il apparaît que sur les 24 propositions du F.N., en matière de « justice et police », 11 d'entre elles ont déjà été réalisées par D. Perben et N. Sarkozy. L'arrivée de D. de Villepin au ministère de l'intérieur ne remet pas en cause ce funeste bilan, même si le style du nouveau ministre est différent de celui du précédent

- « expulser les délinquants étrangers » : A cette fin, la loi immigration du 26 novembre 2003 fait passer de 12 à 32 jours le délai de rétention des sans papiers et N. Sarkozy a fixé l'objectif de 30 000 expulsions par an, multipliant à cette fin les charters d'étrangers.

- « bannir la politisation de la magistrature » : Le projet du Garde des Sceaux de modifier le serment de magistrats en étendant l'obligation de réserve y pourvoira, ainsi que les poursuites actuelles contre des magistrats du Syndicat de la Magistrature: Hubert Dujardin (cf. l'affaire Tibéri et l'hélicoptère dans l'Himalaya), Albert Levy (cf. l'affaire des cantines du Front National à Toulon) C. Schouler (cf. son livre Vos papiers ! Que faire face à la police ? sur les contrôles d'identité) et E. Alt (cf. sa déclaration contre la loi Perben II à l'audience).

- « organiser une coopération étroite entre police et justice » : c'est l'idée de « chaîne pénale » qui supprime la séparation des pouvoirs entre l'exécutif et le judiciaire; une circulaire du 4 février 2004 du ministère de l'intérieur enjoignait même aux policiers de faire des remontrances aux procureurs si leurs décisions ne

leur convenaient pas, lorsque « les suites judiciaires » leur apparaissaient « insuffisantes ou mal appropriées ». Selon cette conception, le rôle de la justice, fondamental pour la démocratie, qui est de contrôler la police et de sauvegarder les libertés individuelles, disparaît, au profit d'une coproduction de sécurité par deux institutions à finalité répressive.

- « rétablir la justice de paix » : la loi du 9 septembre 2002 crée les juges de proximité, notables locaux qui siègent seuls, sans formation juridique et qui, surtout, peuvent continuer à exercer leur ancien métier. L'impartialité de ces juges n'est pas garantie. Ainsi un colonel de gendarmerie statue comme juge de proximité sur des contraventions dressées par... la gendarmerie, en région parisienne ! Des huissiers vont juger des personnes endettées...

- « réhabiliter les peines promptes, certaines et incompressibles » : La loi Perben du 9 septembre 2002 permet de prononcer jusqu'à 20 ans de prison en comparution immédiate (peine encourue pour récidive de détention de cannabis par exemple).

- « réduire l'écart entre le maximum et le minimum de la peine » : Une proposition de loi de parlementaires UMP sur les peines plancher prévoit que l'emprisonnement ferme sera automatique à la 3^{ème} récidive; par exemple, on ira en prison pendant 3 ans, au 4^{ème} vol de CD.

- « rééchelonner la hiérarchie des peines » : la loi « criminalité organisée » du 9 mars 2004 punit par exemple de 15 ans de prison le vol en série de pièces de monnaie dans les horodateurs, organisé par 3 personnes,

y compris des mineurs; un attouchement sexuel, sans violence physique, sur une adolescente, entraînera l'inscription de l'auteur pendant 20 ans sur le fichier des délinquants sexuels, après l'exécution de sa peine, et rendra très difficile sa réinsertion.

- « sanctionner les manifestations publiques de la débauche » : la loi sécurité intérieure du 18 mars 2003 crée le délit de racolage passif.

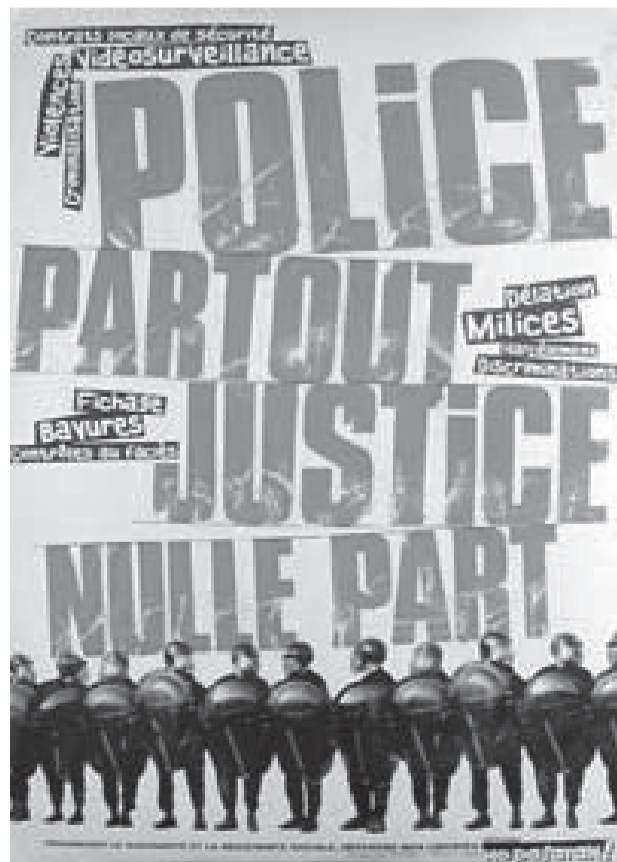
- « créer 13 000 nouvelles places de prison » : la loi de programmation de la justice du 3 août 2002 le prévoit.

- « resocialiser les mineurs délinquants en centres fermés et responsabiliser les parents » : la loi du 2 août 2002 crée 600 places en centres éducatifs fermés et le projet sur la prévention de la délinquance imposera des stages payants aux parents « irresponsables ».

- « améliorer la rémunération des policiers » : des primes de rendement sont créées pour les policiers et les magistrats.

Il manque encore, dans l'application du programme du FN par le gouvernement Sarkozy, le rétablissement de la peine de mort, la suppression de l'Ecole de la Magistrature et l'interdiction du syndicalisme dans la magistrature. S'agissant de la peine de mort, il a suffi d'attendre cette session parlementaire de printemps pour que soit déposée sur le bureau de l'Assemblée Nationale une proposition de loi de députés de la majorité tendant au rétablissement de la peine de mort en matière de terrorisme.

Extrait d'un rapport de la Fondation Copernic (Mai 2004)



Les lois Perben

Lorsque l'Etat retire sa main sociale, c'est presque toujours pour nous envoyer son poing pénal dans les gencives... La vague de lois liberticides votées par des « démocraties » (exemple du Patriot Action aux USA) sous couvert de lutte contre le terrorisme, va de pair avec un retour aux fonctions régaliennes (police, justice et armée) de ces Etats, en gage de garantie à la bourgeoisie que la défense de ses intérêts ne se fera pas que dans le domaine économique, mais aussi contre les mécontents et les démunis. Le gouvernement C.R.S. ne fait pas exception à la règle. Bien plus, il innove dans les procédures et l'arsenal répressif : après la loi Sarko dite de sécurité intérieure, qui avait pour effets principaux de criminaliser les jeunes, les SDF et les prostituées en créant des délits (soit des infractions passibles d'emprisonnement) là où jusque là il n'existait que des contraventions (amendes) ou rien du tout, c'est au tour du fringant Gardé des Sceaux de poser sa pierre sur le mur qui s'érige progressivement autour de nos libertés.

La loi Perben 2 permet qu'une garde à

vue se prolonge jusqu'à 4 jours pour une quinzaine d'infractions commises en « bande organisée » (concept flou puisque non défini et qui est applicable à partir de deux personnes de plus de 16 ans). 96 heures, c'est beaucoup, mais lorsque l'on parle de terrorisme, de meurtre ou de viol, cela peut paraître tolérable. Ce qui l'est moins, c'est lorsque sont visées des infractions aussi vastes que le trafic de stupéfiants (du petit dealer au chef du cartel, même régime pénal) ou à l'entrée et au séjour d'étrangers irréguliers (du charitable curé ou défenseur des sans-papiers au trafiquant d'esclaves).

De plus, le Ministère public (le seul organe de la justice qui ne soit pas indépendant, mais sous la coupe directe des ordres du ministère de la justice) se voit accorder des prérogatives en matière d'instruction et de jugement, grâce à la procédure de « *comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité* », appelé plaider coupable par analogie avec la justice américaine. Ceci remet gravement en cause la distinction des fonctions (idée que celui qui juge ne doit pas avoir connu l'affaire avant au risque d'être partial dans son opinion), pourtant fondatrice de notre

culture pénale, et permettra d'enterrer les « affaires » lorsque le Gouvernement aura une couleur politique particulière.

Enfin, la police judiciaire voit ses pouvoirs d'investigation augmentés en ayant le droit de poser des micros et caméras au domicile de suspects, et d'infiltrer des réseaux ou même de proposer des moyens de commettre des infractions aux suspects (« *pousse au crime* »).

Cette loi n'est que la face émergée de l'iceberg puisque nos chers législateurs continuent de plancher sur des lois toujours plus sécuritaires (cf. avant-projet de loi Sarko instaurant une délation institutionnalisée par les travailleurs sociaux). Il ne faut donc pas se laisser aller à la résignation devant des lois déjà autorisées par le Conseil Constitutionnel, car le pire est à venir !

Vlad, [Toulouse]

LA POLICE DE PLUS EN PLUS DE PROXIMITÉ



Les lycées se transforment en prisons !

Aujourd'hui l'éducation n'est plus une priorité pour le gouvernement en place mais elle ne l'était pas non plus pour celui de l'ex-gauche plurielle. La politique exercée au sein du lycée se fait de plus en plus répressive. On a vu arriver dans nos lycées, des caméras, des flics et en même temps diminuer le nombre d'assistants d'éducation, de MISE, d'infirmières scolaires, d'assistantes sociales, de profs... Le dialogue disparaît petit à petit laissant place à la répression et au contrôle permanent. Comment suivre un cours dans des classes où les effectifs atteignent parfois 35 élèves ? Comment établir un réel suivi ?

Ceux qui trouvaient au lycée un lieu d'écoute ne le peuvent plus. A qui parler ? Aux profs ? Trop d'élèves par classe ! A l'infirmière ? Elle est de moins en moins présente et même dans les établissements de plus de 1500 élèves. L'assistante sociale ? Elle n'est là que deux fois par semaine. Il ne reste plus que les caméras ! La répression est aussi plus discrète avec le durcissement des règlements intérieurs qui prévoient par exemple une réglementation des tenues vestimentaires. Ce qui germe dans la tête de nos gouvernants, c'est la suppression des allocations familiales en cas d'absences répétées. Ce qui conduirait à supprimer une des seules aides attribuées aux jeunes permettant tant bien que mal de financer

une petite partie de leurs études. Autrement dit, si ta tronche ne convient pas, si t'es pas habillé comme il faut, et si tu viens pas du bon quartier, t'as pas le droit d'aller à l'école... Le lycée se transforme petit à petit en un lieu où l'on apprend à la jeunesse à fermer sa gueule et à obéir à des règles qu'ils ne peuvent contester. On nous apprend qu'il y a des gens qui décident pour nous et que l'on doit se soumettre sans broncher.

Les patrons peuvent donc à présent faire librement leur « marché » au lycée d'autant plus que les élèves sont de plus en plus orientés vers des filières professionnelles où ils font des stages en entreprise et bien entendu la plus part du temps non-rémunérés. Les patrons sont donc face à des lycéen-ne-s, futur(e)s ouvrier(ère)s, qui ont bien été acclimaté-e-s au règne du patronat et à l'exploitation. La jeunesse est traquée dans la rue et maintenant au sein même du lycée où leurs faits et gestes sont surveillés jusqu'aux habits qu'ils portent. On assiste à une réelle casse de l'éducation, avec la non-revalorisation des diplômes à la fac et la professionnalisation des lycées ! Il faut rapidement réagir avant que l'éducation de qualité ne soit accessible qu'à une élite et que les lycées se transforment en « usines-prisons » !

Neige (qui a eu son bac), [Orléans]

L'industrie de la répression : des marchés juteux

L'ensemble du secteur de la sécurité publique et privée (policiers, vigiles, surveillants, gendarmes...) représente presque 400 000 emplois en France; il est en croissance constante, puisque 14 000 policiers et gendarmes vont encore être recrutés d'ici 2007.

La 13^{ème} édition de « MILIPOL Paris 2003 », salon entièrement dédié aux technologies de la « sécurité intérieure des états et de la lutte anticriminelle », témoigne de la prospérité de ce secteur économique qui génère de nouveaux métiers et crée des emplois autour de la biométrie (identification humaine), des caméras intelligentes, des entreprises d'intelligence économique (stratégie du risque)...

Bourdieu remarquait déjà en 1993, dans La misère du monde, que le chiffre d'affaires de la sécurité privée représentait le tiers du budget de la police nationale.

C'est ainsi que dans une période où 10% de la population est au chômage, la prison a une fonction asilaire, mais aussi un rôle économique. L'ouverture des champs pénitentiaire et judiciaire aux entreprises privées se manifestent par des modifications impor-

tantes des règles concernant les marchés publics : les lois de programmation pour la sécurité intérieure et pour la justice prévoient des dérogations aux procédures d'appels d'offres, pour la construction des 13 000 nouvelles places de prison et des 600 places de centres fermés pour mineurs.

Le montant des sommes engagées s'élevant à 1,3 milliards d'euros pour les seules prisons, tout le secteur des travaux publics va bénéficier de la politique du tout carcéral, sans compter la construction de commissariats et de la création d'une centaine d'unités de gendarmerie, d'ici 2007 (toujours selon des procédures dérogatoires au code des marchés publics).

Si on se fie aux pratiques actuelles des entreprises du bâtiment, on verra bientôt le Ministère de la justice lui-même mis en examen dans des affaires de corruption... Pour de nombreux groupes (Valeo, Vahiné, Assistance Publique des Hôpitaux de Paris...), le travail des prisonniers, payé bien en dessous du SMIC, représente une main d'œuvre flexible à souhait, sans syndicat ni risque de grève, sans que le droit du travail ne s'applique. Les cantines des prisons assurent depuis longtemps de confortables bénéfices à la multinationale Sodexho. Les prisonniers sont rémunérés à la tâche pour assembler des matériels de perfusions ou des équipements de voitures, tandis que des entreprises se partagent les profits du renouvel-

lement des armes des policiers (300 000 armes de poing pour 90 millions d'euros),

« Le projet de loi sur la prévention de la délinquance accorde des réductions d'impôts en cas d'installation de caméras dans les immeubles collectifs ! »

des bracelets électroniques (Elmotech), des flash-balls...

La vidéo surveillance des rues ou des parkings concerne 388 communes en France, avec un budget d'environ 100 000 euros par commune; ce marché va se développer considérablement car le projet de loi sur la « prévention de la délinquance » accorde des réductions d'impôts en cas d'installation de caméras dans les immeubles collectifs !

Tandis que certains font des affaires grâce à l'expansion du marché du sécuritaire en profitant de l'idéologie de la tolérance zéro, des pans entiers de la populations sont reléguées, soit dans une infra-société, sans services publics et sans égalité des droits, survivants du RMI et du travail précaire, soit dans les prisons, qui sont plus que jamais, comme l'a démontré Loïc Wacquant, celles de la misère.

Extrait du rapport de la Fondation Copernic cité en page 7.



Entendu lors des dernières manifs lycéennes : « On veut étudier pour pas finir policiers ! »

Pourquoi l'Etat ne peut pas être « neutre »

Au cœur de la campagne présidentielle de 2002, qui a vu la victoire, dans les circonstances que l'on connaît, de Chirac, se trouvait le spectre de l'insécurité. Sarkozy, alors jeune nommé au ministère de l'Intérieur, donnait le ton : « Il nous faut restaurer l'autorité de l'Etat ». Les conséquences furent immédiatement visibles : multiplication des kèpis et autres militaires dans les rues, le métro, les facs et voir même les lycées, suivis d'un taux d'emprisonnement record (égalant désormais celui du gouvernement de Vichy).

Restaurer l'autorité de l'Etat... Mais de quelle autorité s'agit-il ?

Pour pouvoir répondre de la meilleure manière qu'il soit, il faut se plonger dans les origines de l'Etat. Nous le savons tous et toutes : la société est divisée entre deux classes sociales différentes, aux intérêts divergents et inconciliables : d'un côté le patronat, propriétaire des moyens de production et de l'autre les travailleurs réduits à vendre jour après jour leur force de travail afin de pouvoir survivre.

La bourgeoisie, moins nombreuse en nombre, a besoin d'un instrument pour asseoir sa domination, un instrument à sa

botte et qui lui obéisse au doigt et à l'œil. Cet instrument à un nom : l'Etat. Cet Etat, au long de l'évolution historique n'a pas toujours eu la même forme qu'aujourd'hui. L'état antique, tout d'abord, servait aux esclavagistes pour assurer leur domination sur les esclaves, puis vint l'état féodal qui permit aux seigneurs de dominer les serfs. Mais quelle que soit la forme de cet Etat (monarchique, démocratique...), et puisqu'il est né de ce besoin de freiner les oppositions de classe, il est toujours dans les mains de la classe dominante, celle qui domine économiquement.

Aujourd'hui, le patronat a besoin de ce pouvoir pour dominer les travailleurs en exploitant le travail de ceux-là pour s'en mettre plein les poches. Nous le voyons, l'Etat n'est en rien une institution qui nous garantit la liberté et la démocratie, mais bien une arme très puissante dans les mains de la bourgeoisie.

Police nationale = police du capital !

Lorsque nous disons une arme, nous ne le disons pas au sens figuré du terme, mais surtout au sens propre. En effet pour faire res-

pecter sa loi, la bourgeoisie a besoin d'une milice armée, qui peut prendre la forme de

« L'Etat n'est en rien une institution qui nous garantit la liberté et la démocratie, mais bien une arme très puissante dans les mains de la bourgeoisie ».

police municipale, police nationale, gendarmerie, militaire, peu importe, la finalité est la même. Pour se convaincre que la création et la formation de ces détachements armés est inéluctable et en relation directe avec la scission en classes de la société, nous n'avons qu'à observer l'organisation des sociétés primitives, et nous verrons que celles-ci n'avaient nul besoin de tels détachements, car elles n'avaient pas de classes dominées ou de classes dominantes.

Nous avons dernièrement eu le droit à une illustration très simple et limpide de tout ceci. Les actionnaires de la société STMicroelectronics de Rennes (dont l'Etat est actionnaire à 17%...), après avoir réalisé un milliard de dollars de bénéfice, et après avoir tablé sur une augmentation de ses marges de 40% en 2004, décident de délocaliser



ses installations en Chine. Apprenant cela, les ouvrières et ouvriers de l'usine se sont opposé(e)s à cette délocalisation en bloquant les véhicules mobilisés à cet effet, et en bouchant les accès de l'usine. La préfecture est alors prévenue et détache plusieurs dizaines de CRS afin « d'escorter » les véhicules pour faire leur basse besogne. L'affrontement est alors inévitable, et les CRS n'hésitent pas à tabasser une centaine de travailleurs et de travailleuses pour faire respecter l'ordre. Sarkozy à beau se dire en guerre avec les entrepreneurs qui font des bénéfices et délocalisent quand même, personne ne doute qu'en coulisses Sellière et ses amis Chirac, Raffarin et Sarkozy applaudissent.

Ces ouvriers et ouvrières de STM viennent d'apprendre à leurs dépens que nous ne pouvons compter sur l'Etat afin d'améliorer nos conditions de vie et de travail. Nous ne devons compter que sur nos propres forces afin d'organiser un mouvement de grève suffisamment fort pour faire pencher le rapport de force en la faveur des travailleur(se)s, permettant ici le renversement de l'Etat bourgeois et l'édification des bases d'une société sans classes, sans domination, et donc sans Etat.

Ernesto et Laorañis, [Nanterre]

Conférence de Loïc Wacquant : Punir les pauvres

A l'occasion de la publication de son dernier ouvrage, *Punir les pauvres*, prévue à la rentrée, le sociologue Loïc Wacquant était l'invité d'un meeting organisé par Attac en juin dernier. En voici quelques extraits :

« On observe dans tous les pays un « sur-gissement sécuritaire » lié à l'avènement du néo-libéralisme. On est dans la symbolique de réaffirmation virile de la capacité de l'Etat à affirmer son autorité au moment où il se frappe d'impotence sur le plan économique et social. Pour faire accepté le salariat précaire, il faut enlever les autres alternatives, notamment le filet de couverture sociale qui jusque là protégeait de la sanction du marché. Il faut passer d'un droit collectif à un contrat individuel négocié avec l'Etat qui vous donne une allocation sous con-

dition d'adopter tel ou tel comportement. On reconstruit le système de protection sociale pour créer un tremplin qui pousse les gens vers le marché du travail déqualifié et précaire. Sinon, ils préféreront se réfugier sous l'aile protectrice de l'Etat social plutôt que d'accepter des conditions d'emploi et de salaire inacceptables.

que et la recomposition des aides sociales créent des désordres, de l'insécurité sociale, économique, matérielle mais aussi de la délinquance.

Pour les fractions déprolétarisées de la classe ouvrière, les deux fonctions de l'activation du filet policier, judiciaire et pénitentiaire sont, d'un côté, juguler les désordres et la délinquance qui ont été générés et, de l'autre, entreposer en prison la population en surplus, économiquement inutile. Un peu plus haut, au niveau des fractions stables de la classe ouvrière et des couches menacées de la classe moyenne, cela permet d'accroître le coût des stratégies possibles de s'échapper dans l'économie illégale et de confirmer la « valeur-travail ». La stigmatisation du délinquant est ainsi à la mesure de la glorification de celui qui accepte les emplois déqualifiés. Comme la valeur réelle du travail va en diminuant il faut renforcer sa valeur morale en lui attribuant une récompense symbolique.

des capitaux et une dérégulation du marché du travail, qui est en fait une autre manière d'encadrer le marché du travail en transférant aux entreprises la liberté de fixer les conditions d'embauche, de salaire, etc. Mais quand il regarde vers le bas de la structure de classe, ce même Etat est au contraire très paternaliste, punitif et intrusif, puisqu'il est bien question de rentrer dans les quartiers et de contrôler les comportements.

Ce qu'on voit parfois comme une contradiction est en fait un élément constitutif de ce qu'est le néo-libéralisme puisqu'un Etat minimal dans les domaines économique et social suscite et nécessite un Etat policier et pénal actif et important pour réguler les désordres créés par des choix politiques.

Si la France continue à ce rythme d'inflation carcérale, il lui faudra cinq ans pour doubler sa population pénitentiaire, soit deux fois plus vite que les Etats-Unis au plus fort de la boulimie pénitentiaire de la décennie 80-90 qui a fait d'eux le leader mondial de l'emprisonnement. Là où la gauche dite plurielle pratiquait une criminalisation de la misère larvée et honteuse, la droite républicaine assume pleinement son choix de contenir les désordres sociaux qui s'accumulent dans les quartiers de relégation avec l'appareil policier et pénal. Cette politique revient à se servir de la prison comme d'un aspirateur social qui vise à faire disparaître de l'espace public les rebus de la société de marché, petits délinquants, chômeurs, sans-abris, sans-papiers, jeunes d'origine populaire

« La prison est une institution à la fois criminophage et criminogène. Quand on dit qu'on va construire plus de prisons, on oublie de mentionner qu'on va fabriquer plus de criminels ».

condamnés à une survie faite de rapine par la normalisation du salariat précaire.

Tant que le deal de drogue par exemple est une activité plus valable que les autres opportunités d'emploi, vous recruterez toujours de nouveaux dealers. Si vous arrêtez un vendeur de drogue, vous allez créer un criminel supplémentaire puisqu'il y a une demande et une place à prendre. Le premier criminel, aguerri, tenait son marché sans avoir besoin d'utiliser la violence. Mais celui qui vient derrière, moins expérimenté, est obligé d'utiliser la violence pour protéger son commerce et bâtir sa réputation. Non seule-

« Si la France continue à ce rythme d'inflation carcérale, il lui faudra cinq ans pour doubler sa population pénitentiaire, soit deux fois plus vite que les Etats-Unis au plus fort de la boulimie pénitentiaire de la décennie 80-90 qui a fait d'eux le leader mondial de l'emprisonnement ».

ment vous avez recruté un nouveau criminel mais vous avez provoqué plus de violence et d'illégalisme. Imaginons maintenant que le premier dealer que vous avez emprisonné ait un fils de 14 ans, pas très sérieux à l'école. Ce gosse qui n'était pas délinquant risque

de glisser dans la délinquance. Vous avez mis un type en prison, vous avez recruté un nouveau délinquant, vous avez créé plus de violence et accru la possibilité que le gosse du premier délinquant le devienne à son tour. Donc si on mesure sur deux générations l'effet de l'arrestation de votre dealer, ce n'est pas sûr que vous ayez fait baissé la criminalité.

Pour les gens marginalement impliqués dans l'économie illicite, le séjour en prison est le meilleur moyen de les professionnaliser dans l'activité criminelle. Car la prison est une institution à la fois criminophage et criminogène. Quand on dit qu'on va construire plus de prisons, on oublie de mentionner qu'on va fabriquer plus de criminels.

Le raisonnement régulièrement invoqué, notamment par la gauche social-démocrate européenne, est de dire que la sévérité pénale est une affaire de justice sociale puisque les premières victimes du crime sont, grande découverte, les classes populaires. Mais ce qu'on oublie de dire, c'est que ce sont aussi les premières victimes de la répression pénale. Donc quand on dit « nous allons faire baisser la délinquance », cela veut dire « nous allons emprisonner vos enfants ».

Enfin, quand on regarde sur 30 ans l'évolution des sondages effectués auprès de la population sur la peur du crime, on remarque qu'elle est restée relativement stable durant les deux dernières décennies hormis trois statistiques : en 1978, ce qui correspond à la campagne « sécurité et liberté » de Peyrefitte, en 1983-85 et en 1999-2002. On observe donc qu'il y a autant d'inquiétude qu'il y a d'attention dans les médias et la politique ».

Propos recueillis par Cédric, [Censier]

« Un Etat minimal dans les domaines économique et social suscite et nécessite un Etat policier et pénal actif et important pour réguler les désordres créés par des choix politiques ».

On va donc déployer les filets policiers judiciaire et pénitentiaire pour, au plus bas, nettoyer et entreposer les fractions surnuméraires de la classe ouvrière, à un niveau supérieur, renforcer la valeur morale de la discipline du travail et, au niveau de la société dans son ensemble, réaffirmer la capacité de l'Etat à réguler la société.

On est passé du salariat stable, fordiste, au salariat désocialisé, discontinu et fragmenté, en passant de l'Etat keynesien, protecteur et social, à l'Etat néo-libéral, qui célèbre la survie du plus apte et se donne pour mission d'équiper tout le monde pour la « grande compétition » économique. C'est un Etat que j'appelle « libéral-paternaliste ». Libéral vers le haut puisqu'il permet une libre circulation

Conjuguées, la dérégulation économi-



Dans les lycées... Se mobiliser dès la rentrée !

De nombreuses attaques ont été lancées cette année par le gouvernement contre les jeunes, et particulièrement contre les lycéens. D'abord des réductions du budget des lycées et du nombre de postes au concours : plus de 5000 postes supprimés dès la rentrée prochaine, et plus l'année d'après. 43 000 postes d'enseignants vacataires ne sont pas garantis d'être reconduits chaque année. Il y aura au moins 35 élèves par classe dans tous les lycées, alors qu'il y a déjà 120 000 élèves qui sortent sans diplôme chaque année. De nombreuses options sont supprimées sur les lycées où on ne veut pas mettre d'argent, ce qui va aggraver le fossé entre les lycées cotés et les lycées au rabais.

sur le portable de tes parents...

Mais ce n'est pas tout : le gouvernement a aussi décidé de faire respecter la laïcité républicaine dans nos lycées, en interdisant la voile à l'école (mais pas les aumôneries...). Les jeunes filles voilées, souvent issues de milieux défavorisés, vont donc se faire virer de leurs lycées, et avoir le choix entre rester chez elles toute la journée, ou aller se faire exploiter dans le Mc Do du coin... Cette loi a pour but de marginaliser les musulmans, qui sont confondus avec des islamistes militants, et considérés comme dangereux pour l'école et la société. Ces jeunes filles ont besoin d'un soutien de tous les lycéens, d'autant plus qu'elles n'auront pas forcément celui des professeurs.

D'autre part, il y aura à la rentrée 10 000 personnels d'encadrement (surveillants, aide-éducateurs) en moins. Pour lutter contre l'absentéisme et la violence, Sarkozy proposait de mettre un flic dans chaque lycée, mais il y a plein d'autres bonnes idées : caméras dans les lycées, cartes magnétiques pour pointer à l'entrée du lycée : si tu pointes pas, un texto est automatiquement envoyé

Sur chaque lycée, dès la rentrée il faut donc organiser des assemblées de lycéens pour savoir combien de postes et d'options ont été perdus, combien il y a d'élèves par classe, si des filles voilées risquent de se faire virer. La rentrée doit nous permettre de mieux comprendre les conséquences de ces réformes, donc de mieux mobiliser contre elles : notre seule chance de gagner sur autre

chose qu'un ou deux cas isolés est de lancer une mobilisation de grande ampleur, en lien avec l'ensemble du mouvement. En effet, pour gagner dans les lycées, il faudra gagner aussi sur les facs, où la réforme LMD ECTS, qui concerne les futurs étudiants que sont beaucoup de lycéens, va être mise en place. Il est aussi nécessaire de se mettre en lien avec les syndicats de profs, pour pousser à des mobilisations en commun contre la réforme de la Sécu et contre les baisses de budget, car elles font partie d'un même plan d'ensemble du gouvernement.

Par ailleurs, la guerre en Irak, même si elle ne les touche pas au quotidien, a plusieurs fois mobilisé les lycéens ces dernières années, et la rentrée, avec le Forum Social Européen de Londres, est une occasion de faire le lien entre la question de la guerre et toutes les autres mobilisations : il faut donc encourager les discussions sur le Forum Social Européen, et faire venir le plus possible de lycéens à Londres.

Suzanne, [94]

Après les élections européennes : organiser la contre-offensive !

Comme dans l'ensemble des pays de l'Union Européenne, les élections en France ont été le moyen de condamner le gouvernement en place. Le duo Raffarin-Chirac subit un revers électoral qui confirme la claqué des régionales. Aussi nous pouvons constater que cette volonté c'est traduite majoritairement par un vote pour le PS. Loin d'être un vote d'adhésion, le vote PS a été perçu comme le moyen le plus

sûr de contrer la droite sur le plan électoral.

Si ce vote PS freine les ambitions électorales de l'UMP, il n'est pas un moyen de freiner la politique du gouvernement. Celui-ci sait qu'il peut compter sur le PS pour justifier des mesures auxquelles il a beaucoup apporté quand il était au pouvoir. Le meilleur exemple est de rappeler que la libéralisation de l'énergie, contre laquelle se battent les salariés d'EDF-GDF, a été approuvée à l'unanimité

après quelques réserves de rigueur par le tandem Chirac-Jospin, lors du sommet de Barcelone en mars 2002.

Même si avec 2,5% (sans le PT) des suffrages et 432 615 voix, l'extrême gauche connaît un recul sur le plan électoral, cette campagne restera un fait positif car elle a permis de prouver qu'un travail en commun entre LO et la LCR était possible. Elle a prouvé à ceux qui en doutaient encore que nos divergences étaient minimes par rapport à nos convergences. La dynamique de cet accord a ainsi permis la réunion de 4000 personnes au meeting du Zénith le 6 juin.

Le résultat des listes LO-LCR reflète le rapport de force actuel entre le patronat et les salariés. Avec la défaite sur les retraites, malgré une lutte d'ampleur, et les attaques du gouvernement sur la sécu et sur EDF, la bourgeoisie fait peser une très grosse pression sur les travailleurs. La conséquence en est un manque de confiance dans la possibilité d'une alternative politique qui s'est exprimée conjointement dans l'abstention et les faibles scores de l'extrême gauche. Un manque de confiance que l'extrême gauche n'a pas réussi à contrecarrer depuis 95 en ne rendant pas crédible le projet révolutionnaire par une

« Une campagne où l'ensemble des grands partis se sont fait l'écho du Medef et ne se sont pas engagés sur les questions sociales ».

unité dépassant les cadres électoraux.

Le communiqué commun LO-LCR du 13 juin se terminait par : « Au lendemain de ces élections, le gouvernement va poursuivre sa politique de privatisation d'EDF-GDF et de casse de la Sécurité sociale. C'est pourquoi c'est sur le terrain des luttes sociales que le monde du travail doit se rassembler pour résister aux attaques du patronat et du gouvernement. Dans ces combats sociaux, l'extrême gauche aura tout son rôle à jouer. »

Pour jouer ce rôle, il nous faut dès à présent s'appliquer à construire autour de nous les bases d'un futur parti révolutionnaire. Pour jouer un rôle, nous devons poursuivre et dépasser la dynamique entamée lors de cette campagne commune.

Il suffit de voir le sort réservé aux grévistes de STMicroelectronics à Rennes, chargés par les CRS et à côté de cela les magouilles type Executive Life pour prendre conscience que les mesures du plan d'urgence défendues lors de ces élections ne sauraient être que de simples mesures électorales. Cela reste

en septembre, la mise en place de l'annexe descriptive, plus de compensations entre les semestres, des filières qui disparaissent ou sont remodelées selon les besoins des patrons. Par exemple à Paris 5 la filière AES se transforme en gestion des entreprises, à Paris 7 la maîtrise d'Histoire disparaît, à Limoges c'est la Socio etc...

Avec l'application du LMD qui va se généraliser, de plus en plus d'étudiants vont prendre conscience des enjeux de ces réformes. Les étudiants qui vont s'inscrire en Deug cette année n'ont pas subi le poids de la défaite du mouvement Novembre/Décembre, ce qui signifie que nous pourrions les convaincre de lutter contre ces réformes. La réforme de la Sécu touchent également les étudiants qui pourront difficilement se soigner sans Sécu étant donné ce que cela coûte aussi. La dégradation des conditions étudiantes doit donner lieu à une mobilisation massive à la rentrée. Nous ne pourrions manquer cette occasion.

Tous ensemble on peut gagner !!!!

Rola, [Jussieu]



d'une actualité brûlante et représenterait un pas considérable vers un changement révolutionnaire de la société.

Le projet révolutionnaire nécessite qu'aujourd'hui et dans la perspective des luttes, les travailleurs et la jeunesse au coude à coude se regroupent et défendent ensemble les idées de l'émancipation humaine et de la lutte de classe.

Des transformations se sont opérées dans la jeunesse. Les mouvements anti-guerre et altermondialisation regroupent de nombreux jeunes attirés par la lutte et l'idée d'un changement de société. La question sociale est posée pour l'ensemble du monde du travail et de la jeunesse. Au même moment, la chute de l'influence des appareils réformistes depuis dix ans permet aux révolutionnaires de défendre librement leur politique dans l'ensemble du mouvement social. Nous nous trouvons dans une nouvelle période qui malgré des scores électoraux faibles offre toujours des perspectives aux révolutionnaires. Il nous faut dès maintenant s'attacher à la construction d'un cadre commun de tous ceux qui se retrouvent dans les idées du socialisme et du communisme.

Kerwan, [Bordeaux]



La réforme de la sécurité sociale est aujourd'hui au cœur des contre-réformes du gouvernement Chirac-Raffarin-Sarkozy. Même si la mobilisation des syndicats n'est pas à la hauteur de l'enjeu, il est certain que cette réforme va avoir de très lourdes conséquences pour nous tous et toutes d'ici très peu de temps.

Nous avons déjà consacré plusieurs articles dans notre journal et connaissons désormais les principaux axes de cette nouvelle attaque contre les travailleurs et les étudiants : déremboursement des soins au profit des caisses de mutuelle complémentaire, précarisation d'une partie grandissante de la population qui, faute de moyens, devra se résigner à se passer de soins... Parmi cette population précaire se trouvent les étudiants. Cherchons ici à mieux comprendre comment s'organisent les cotisations et les remboursements des soins pour eux, et quelles seront les conséquences de cette contre-réforme dans les mois qui viennent.

La sécurité sociale étudiante et son organisation.

La sécurité sociale étudiante est gérée par un centre payeur, agréé par la CNAM (Caisse Nationale d'Assurance Maladie), comme la SMEREP ou la LMDE, même si les noms de ces centres peuvent varier selon les régions. Dès que vous avez 16 ans, vous avez l'obligation d'y être affilié, même si, par exemple, vous avez travaillé l'été précédent. Il y a des exceptions à cela : en effet, si vous travaillez (comme 50% des étudiants) au moins 14h par semaine, 60h par mois ou 120h par tri-

mestre, vous cotisez déjà au régime général, ou bien si vous vivez maritalement avec une personne qui travaille, vous êtes alors rattaché à son régime.

Sauf si vous êtes étudiant boursier, cette souscription n'est bien entendu pas gratuite et s'élevait en 2002/2003 à 174 Euros, ce qui est tout de même une somme exorbitante pour des étudiants qui ont déjà les plus grandes difficultés à trouver des logements décentes.

Mais, comme chez les travailleurs, ce régime d'assurance maladie ne prend pas en charge tous les soins, et si vous n'avez pas la « chance » d'être rattaché à la mutuelle de vos parents, vous avez alors la possibilité de souscrire à une mutuelle étudiante complémentaire. Ces mutuelles sont censées combler ce que la sécu ne rembourse pas, mais sont bien trop souvent proposées à des tarifs exorbitants.

« Nous flinguons notre santé à travailler pour remplir les poches de nos patrons et nous n'aurions même pas le droit de nous soigner ! »

Ce que la réforme va changer.

La question du régime étudiant n'a pas vraiment été abordée par le gouvernement. Mais ce dont nous pouvons être certains, c'est que si la souscription à la sécurité

sociale ne devrait pas augmenter plus que ce qu'elle augmente tous les ans, les soins remboursés, eux, vont baisser.

En effet le régime étudiant n'échappera pas au fameux « panier de soins », cher au Medef et aux mutuelles. Ce qui signifie que certains médicaments ne seront plus remboursés par l'assurance maladie. Et c'est là que les choses deviennent vraiment très inquiétantes, car ces médicaments seront alors censés être remboursés par les mutuelles complémentaires qui, si elles sont

déjà inabondables, le seront encore plus dans les années qui viennent.

De plus, avec le durcissement de la nouvelle politique des paniers de soins, il n'est même plus sûr que ces médicaments seront remboursés.

Il faudrait alors prendre une mutuelle « sur-complémentaire », qui serait à des prix totalement hallucinants ! Bref, il y a de fortes chances que l'on doive se passer de certains médicaments qui peuvent être pourtant vitaux pour nous.



Organiser la lutte contre le patronat et son gouvernement !

Répetons-le inlassablement : qu'un pays dépense de plus en plus d'argent pour sa santé n'est pas un problème et c'est même quelque chose de tout à fait normal ! Nous flinguons notre santé à travailler pour remplir les poches de nos patrons et nous n'aurions même pas le droit de nous soigner ! Cette contre-réforme nous concerne tous et toutes et ce n'est que tous et toutes ensemble, étudiant(e)s, lycéen(ne)s, travailleur(se)s que nous feront reculer le patronat et son gouvernement. La sécurité sociale est à nous et nous devons nous battre pour la garder !

Laorañs, [Nanterre]

Empiffrons-nous, c'est pour la cause !!

Avril, mai. Départ au boulot. Je passe acheter des clopes. J'arrive au tabac : photos de femmes souriantes, bronzées en maillot de bain : « Maigrir en 3 semaines sans se priver », « perdre 5 kilos pour être belle sur la plage ». Je sors, passe devant une pharmacie : des jambes avec des pinces à linge sur les fesses : Achetez Vichy, crème anticellulite : deux pots pour le prix d'un. J'arrive à l'arrêt de bus : une nana en soutif, épanouie, elle aussi.

Et moi, clope au bec, j'me dis : « font chier avec leurs nanas 90-60-90 (et encore, ça devient de plus en plus 80-55-80). J'me sens bien dans mes pompes et c'est ça l'important,

non ? M'enfin, faudrait peut-être que j'aille à la piscine et que j'arrête de manger des kinder si je ne veux pas avoir l'air d'un tas en maillot de bain. » Depuis 3 mois, on nous matraque de pub, de photos, à la radio, à la télé, dans les kiosques pour nous faire rentrer dans le crane qu'il faudrait qu'on perde un peu de poids pour être belle et séduire cet été, et que pour cela, il faut qu'on achète tout un tas de produits miracles qui nous feront ressembler à Laetitia Casta.

On a tellement intériorisé une image du corps de la femme qu'on se trouve trop grosse en permanence. On ne peut sortir de notre tête cette image de celle qu'on devrait être : on se regarde dans la glace et on se dit qu'on est déformée, pas normale, trop grosse du ventre des mollets, des fesses etc... Et on le vit mal. Et on fait des régimes. Et quelquefois même, on s'en rend malade.

Avec tout ça, les capitalistes engrangent des milliards. On se doute que ce ne marche pas trop mais on essaie quand même. Et, entre les crèmes aminçissantes, les substituts de repas, les régimes protéinés, les coupes faim et Weigh Watchers, on peut se retrouver à claquer un fric fou.

Et pourquoi ? Le leitmotiv : séduire l'homme car nos sociétés, pour leur survie, placent impérativement la normalité dans l'hétéro-

sexuel, le partenaire essentiel de la femme est obligatoirement l'homme. On ne peut se sentir bien que si on plaît et seul l'homme peut reconnaître si on est ou non une « vraie femme ».

Au XIXème, pour plaire, il fallait avoir des rondeurs (cf. les peintures de femmes comme, par exemple l'Olympia de Manet).

Dans les années 70, il fallait avoir les cheveux longs. Maintenant, il faut peser un certain poids que l'on peut calculer en fonction de notre taille et que ces kilos soient répartis correctement avec 90 cm pour la poitrine, 60 cm pour la taille et 90 cm pour les fesses.

Cette soi disant normalité est construite socialement. Ce n'est pas naturel. C'est un stéréotype imposé, un moule dans lequel il faut qu'on rentre si on veut être bien dans notre peau. Ils auraient pu décider que les mensurations idéales étaient 98-76-100, ce qui aurait été aussi aliénant, par ailleurs...

Séduire pourquoi ? cela sous-tend l'idée qu'une femme n'existe que par rapport à un homme. Sinon, elle n'est rien. Au fond, c'est une façon de plus de faire comprendre aux femmes qu'elles sont inférieures, que c'est l'homme qui décide, qui choisit, qui domine, comme dans l'ensemble de la société. Finalement, c'est une façon de plus

« On a tellement intériorisé une image du corps de la femme qu'on se trouve trop grosse en permanence ».



de maintenir le patriarcat, point d'appui essentiel du capitalisme.

Fanny, [Rouen]

A voir...

A voir absolument : Fahrenheit 9/11, de Michael Moore. Brûlot anti Bush. Ce film est un véritable phénomène aux Etats Unis. Il se place en rupture avec toute la propagande nationaliste que l'administration Bush a mis en place en particulier depuis le 11 septembre 2001. Il explique notamment les liens financiers entre les Etats Unis et l'Arabie Saoudite.

Répression syndicale à EDF

La CGT dénombre à ce jour une soixantaine de « procédures internes » engagées par la direction d'EDF contre des agents mobilisés pour la défense du service public de l'entreprise.

Privilège patronal

Les techniciens du centre EDF Gironde, mobilisés contre la privatisation de leur entreprise, ont entrepris de démonter les comptages appartenant à des personnalités favorables à cette ouverture (comme par exemple le Premier ministre Raffarin ou Alain Juppé) et de le rétablir gratuitement pour les familles pauvres, les hôpitaux... Chez Ernest-Antoine Sellière (patron des patrons) : les grévistes ont découvert une installation simplement équipée d'un disjoncteur, sans compteur pour enregistrer les consommations du domicile ! Une équipe de France 3 présente sur les lieux a filmé l'événement mais à un plus haut niveau, il y aurait eu un veto sur la diffusion de ce scoop...

Consigne de vote du CRIF

« Le CRIF encourage les Français à accomplir leur devoir de citoyen, dimanche 13 juin, en allant élire les députés pour le Parlement européen. Le CRIF appelle à voter pour les listes des partis démocratiques. Le CRIF souligne que s'abstenir serait favoriser les partis d'extrême droite et d'extrême gauche, auxquels il faut faire barrage dimanche prochain, car ils n'ont pas de place dans l'Europe moderne et généreuse que nous voulons pour nos enfants ». Ceci était un communiqué du CRIF (Conseil Représentatif des Institutions Juives de France), présidé par le sinistre Cuckierman, juste avant les élections européennes. Pas de commentaire...



Le Fondamentalisme Musulman

« Le rôle des révolutionnaires est de contester la direction des masses aux fondamentalistes en montrant dans l'action que leur programme est le seul à pouvoir apporter une solution à leurs problèmes .»

On a trop souvent tendance à amalgamer tous les courants fondamentalistes musulmans, quelle que soit leur appartenance nationale, sous le nom d'« islamisme », ce qui sous entend qu'il y a aujourd'hui une offensive globale et coordonnée de ces courants dans le cadre d'un « choc des civilisations » dont la seule explication serait d'ordre religieuse. Or il y a des différences importantes entre les mouvements fondamentalistes musulmans selon le type de régime dans lequel ils se développent, la nature de leurs liens avec l'Etat, le développement de la lutte des classes : il n'y a pas grand-chose en commun entre le Hamas, les Talibans et le gouvernement turc. Bien entendu l'idéologie et le programme des fondamentalistes musulmans sont partout violemment réactionnaires, avec une référence omniprésente à la religion.

Mais leurs contenus et fonctions sont déterminées par leurs objectifs immédiats : « en deçà de l'accord sur les affaires célestes et au-delà de l'accord sur les problèmes de la vie quotidienne quand cet accord existe (...) les mouvements musulmans restent essentiellement des mouvements politiques, et donc les expressions d'intérêts sociopolitiques spécifiques et éminemment terrestres » (G. Achcar). En tant que marxistes nous considérons que ce ne



Cheikh Yassine, leader historique du Hamas, assassiné par Israël en 2004.

sont pas les idées qui font l'Histoire, mais bien les forces sociales qui s'emparent de ces idées dans le cadre de leur combat politique. C'est pourquoi la tâche essentielle est d'analyser les bases matérielles et les conditions du développement des fondamentalismes musulmans. C'est cette caractérisation sociale qui permet d'élaborer une ligne politique par rapport à ces courants, et qui permet d'éviter les généralisations racistes du type « choc des civilisations », ou erronées comme la caractérisation du fondamentalisme musulman comme un « fascisme ».

Bases sociales du fondamentalisme musulman

Le fondamentalisme musulman est né à la fin du XIXe en réaction à la colonisation européenne, a connu un fort recul après la décolonisation, alors qu'une partie de sa base rejoint les courants nationalistes, et connaît une nouvelle phase de croissance depuis les années 70 et surtout 80. Cette croissance s'explique par la marginalisation de larges couches de la petite bourgeoisie du fait de l'insertion des économies nationales dans le système capitaliste mondial, puis de la crise économique mondiale après 1973. Au début, les courants fondamentalistes musulmans recrutent essentiellement dans la petite bourgeoisie et restent relativement marginaux. A partir de la fin des années 70 ils vont élargir leur base à des membres des couches les plus pauvres de la société qui subissent le développement violent du capitalisme. Le fondamentalisme musulman attire donc des membres de classes différentes, pour des raisons également différentes : les grands propriétaires terriens retiennent du Coran l'interdiction des expropriations, les paysans l'obligation de charité envers les plus pauvres, alors que pour les intellectuels le retour à l'Islam doit permettre de combattre le capitalisme occidental et ses valeurs.

Ainsi des classes aux intérêts divergents, voire contradictoires, se retrouvent dans les mouvements fondamentalistes musulmans, ce qui explique leurs contradictions. L'élément moteur du fondamentalisme musulman est la petite bourgeoisie, mais celle-ci ne peut avoir de politique autonome : pour peser sur le cours de l'Histoire, elle doit s'appuyer sur une autre classe, ici le prolétariat et le sous prolétariat. Or les intérêts de la petite bourgeoisie, qui ne veut pas abattre le capitalisme mais le transformer à son avantage, sont contradictoires avec ceux du prolétariat. Plus les mouvements fondamentalistes musulmans se développent et approchent du pouvoir et plus ses contradictions s'aiguisent : deux tendances fondamentales se dégagent, ceux qui sont prêts à adapter l'Islam au monde capitaliste et donc à gérer avec d'autres un Etat islamique capitaliste et ceux qui aspirent à un changement radical dans un sens réactionnaire. Cette contradiction est bien illustrée par la situation algérienne au tournant des années 80-90.

L'exemple algérien

Dans les années 80 l'Algérie connaît une agitation qui culmine en octobre 1988 avec des manifestations d'origine essentiellement ouvrière. Le rôle des fondamentalistes musulmans est alors essentiellement d'encadrer ces mouvements et de les vider de leur contenu de classe. En 1991 le Front Islamique du Salut (FIS) appelle à une grève générale fin mai, qui sera un échec. Mais les 4, 5 et 6 juin c'est l'explosion, et l'appareil du FIS est dépassé. Le gouvernement fait arrêter les militants les plus radicaux du FIS et organise des élections, confrontant ainsi ce mouvement à la question du pouvoir à l'échelle nationale. Le FIS se divise et explose lorsqu'il gagne ces élections, annulées par le gouvernement et suivies d'un coup d'Etat militaire. Une partie du mouvement, principalement la moyenne bourgeoisie urbaine, est prête à partager le pouvoir mais la base se fissure avec la naissance des Groupes Islamiques Armés (GIA), qui accusent les dirigeants historiques d'opportunisme et de trahison, et passent à l'action militaire.

Ni fascistes, ni alliés progressistes

Reste, à partir de cette rapide description des bases sociales des mouvements fondamentalistes musulmans, à les caractériser politiquement. On ne peut les qualifier de « fascistes ». Il est vrai que le fondamentalisme musulman comme le fascisme recrute ses cadres dans la petite bourgeoisie. Cependant « la base sociale petite bourgeoise n'a pas été l'apanage du fascisme, c'est également une caractéristique du jacobinisme, des nationalismes du Tiers monde, du stalinisme maoïste et du péronisme. Les mouvements petits bourgeois ne deviennent fascistes que lorsqu'ils apparaissent à un stade précis de la lutte de classe et y jouent un rôle spécifique. (...) Les mouvements de masse islamistes en Algérie ou en Egypte jouent un rôle différent de celui du fascisme. Ils ne sont pas prioritairement dirigés contre les organisations ouvrières et ne proposent pas leurs services aux fractions dominantes du capital pour résoudre leurs problèmes aux dépens des travailleurs. Ils sont souvent impliqués dans des confrontations armées directes avec les forces de l'Etat, ce qui a rarement été le cas des partis fascistes » (C. Harman). Si l'on considère les mouvements fondamentalistes comme « fascistes » cela signifie que nous voyons en eux l'ennemi principal de la classe ouvrière et que nous serions prêts, pour les combattre, à nous allier avec l'Etat et la bourgeoisie lorsque ces derniers les attaquent.

L'analyse marxiste de ces courants nous permet de saisir qu'il ne s'agit en aucun cas d'un bloc homogène qu'il faudrait combattre partout de la même façon en nous alliant avec



Iran 1979. Des dizaines de milliers de manifestants brandissent des portraits de Khomeini.

l'Etat et la bourgeoisie. De même nous comprenons bien qu'il ne s'agit pas de courants anti-impérialistes et progressistes avec qui nous pourrions faire des alliances politiques. En effet ils attaquent parfois les puissances impérialistes occidentales, mais sans se confronter à leur bourgeoisie nationale, partenaire le plus durable de l'impérialisme. Quant à leur nature réactionnaire, elle est incontestable au vu de la répression qu'ils organisent quand ils le peuvent contre les femmes, les homosexuels, les minorités religieuses et les militants de gauche. Le développement de ces courants est l'expression de la pauvreté et de la révolte croissante dans une partie du monde, mais la prise en charge de cette révolte par ces mouvements leur enlève tout contenu de classe. Ces courants ont pu, entre autres, se développer en raison des faillites du nationalisme panarabe et de la gauche.

L'exemple iranien

Ainsi en Iran l'accession des fondamentalistes musulmans au pouvoir a été largement due à l'absence de direction révolutionnaire capable de donner des perspectives aux masses. En 1978 l'Iran connaît une crise pré-révolutionnaire, caractérisée par de nombreuses grèves et émeutes. De retour d'exil, Khomeiny refuse le renversement du Shah, réalisé en février 1979 par des guérilleros de gauche qui fomentent des mutineries dans l'armée. Des conseils se mettent en place dans les quartiers et les usines. Les fondamentalistes musulmans organisent la répression, brisent les grèves et dans le même temps attaquent l'ambassade des Etats-Unis et tiennent un discours anti-impérialiste qui leur donne une image « de gauche ». En juillet 1981, leur pouvoir est installé. La gauche a été incapable de proposer une alternative politique crédible, ne critiquant que timidement le nouveau régime et n'ayant pas de politique indépendante. Cette carence a fait de la révolution iranienne une « révolution permanente inversée » (Achcar) : commencée avec des mots d'ordres démocratiques et anti-impérialistes, elle n'a pas connu de transcendance vers la révolution

socialiste sous la direction du prolétariat mais une évolution réactionnaire sous la direction des fondamentalistes musulmans.

Quelle politique pour les révolutionnaires ?

Le rôle des révolutionnaires est de contester la direction des masses aux fondamentalistes en montrant dans l'action que leur programme est le seul à pouvoir apporter une solution à leurs problèmes. C'est aussi en démontrant que la politique des fondamentalistes musulmans ne conduira en rien à une émancipation du prolétariat ou à un changement de société que nous pourrions convaincre leurs partisans. Cela signifie, en pratique, ne pas refuser, par principe, de nous retrouver à côté de fondamentalistes musulmans dans certaines luttes, mais sans se faire d'illusions sur les buts réels de leurs directions et sans renier notre identité en se privant de développer une politique autonome. Car c'est dans les luttes que nous pourrions convaincre cette base que c'est notre politique qui est la plus juste. Pas en les qualifiant a priori de fascistes ou de réactionnaires, en refusant toute lutte sous prétexte que des fondamentalistes musulmans pourraient y participer, car ce serait renforcer l'illusion chez de nombreuses personnes que seuls ces courants sont vraiment à leurs côtés.

« Tout en frappant ensemble contre l'ennemi commun, les marxistes révolutionnaires doivent mettre en garde les masses laborieuses contre tout détournement de leur lutte dans un sens réactionnaire ». (Achcar).

Mathieu, [Tolbiac]

Deux textes de référence sur cette question, dont sont tirées les citations :
- Gilbert Achcar, Onze thèses sur la résurgence actuelle de l'islamisme intégriste (1981). Disponible dans *L'Orient incandescent*, Editions Page deux, 2003.

- Chris Harman, Le Prophète et le prolétariat (1994). Disponible sur www.anticapitalisme.org et dans l'ouvrage *Islamisme et Révolution*

Le marxisme, une arme pour transformer le monde !!

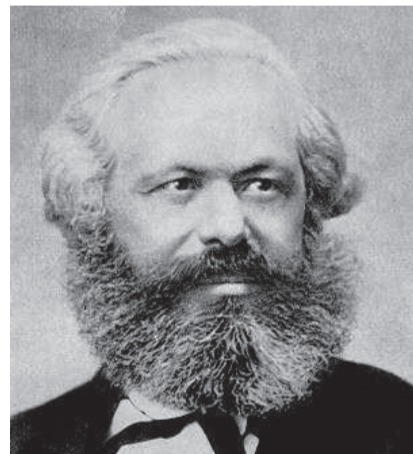
« Le marxisme, c'est apprendre constamment du réel en transformation continue. Comprendre le monde est un préalable à pouvoir le changer ».

Le marxisme, ce n'est pas un dogme. Ce n'est pas un type génial qui a pondu un jour des bouquins auxquels il s'agirait de faire correspondre ce qui se passe actuellement dans le monde. Le marxisme, ce ne sont ni des lois éternelles, ni un truc figé qui n'a pas évolué. C'est le produit d'un contexte historique, intégrant diverses influences sans lesquelles, il n'aurait pu exister. C'est un guide pour l'action : si on l'oublie, on évacue son « âme vivante », on en fait une « momie difforme et mutilée » (Lénine).

Le marxisme, c'est une méthode :
- matérialiste, qui part des conditions matérielles, de l'existence qui détermine la conscience et non inversement.
- dialectique, considérant l'ensemble des phénomènes dans leur mouvement qui sont le fruit de la lutte incessante de forces antagonistes.
Pourquoi être marxiste implique nécessairement d'être révolutionnaire ?

Le marxisme : produit d'un contexte

Le marxisme n'est pas en dehors de l'évolution historique. Finalement, c'est le produit de l'apparition du capitalisme qui entraîne dans le même temps, des progrès considérables, le développement de l'industrie, l'extension des connaissances scientifiques et techniques, et l'accumulation de la misère, des injustices de l'oppression. C'est à la fin du siècle des Lumières que surgit le socialisme, alors que



K.Marx

se développait le prolétariat en tant que classe fondée sur le travail salarié n'ayant que la vente de sa force de travail pour vivre et dont les intérêts s'opposent frontalement à ceux qui possèdent les entreprises, les machines c'est-à-dire les capitalistes. Marx et Engels transformèrent et unifièrent progressivement la philosophie classique allemande (Hegel), l'économie politique anglaise (Ricardo) et l'historiographie française (Guizot) tout en intégrant les leçons des luttes et révoltes des ouvrier(e)s, l'action et l'organisation révolutionnaire (Blanqui)

et le socialisme utopique (Fourier) qu'ils vont dépasser avec le socialisme scientifique.

Le matérialisme

Un des fondements philosophiques du marxisme est le matérialisme. Ce qu'un individu pense est le reflet plus ou moins abstrait des choses et des processus réels. La réalité (la nature, la société) existe indépendamment des idées que l'on s'en fait. Le matérialisme s'oppose à l'idéalisme qui considère que les objets et leur développement sont les copies de ce que l'on pense. Par exemple, un idéaliste peut dire que Dieu a créé les hommes à son image tandis qu'un matérialiste affirme l'inverse. Cependant, le matérialisme de Marx et Engels diffère d'autres courants de pensée philosophiques, qui se réclamaient du matérialisme mais qu'ils critiquaient comme étant mécaniste car il n'intégrait pas le fait que la réalité est en permanence en mouvement, il n'intégrait pas la dialectique.

La dialectique

Penser dialectique implique de voir la réalité en changement continu. Le mouvement résulte des contradictions internes d'un phénomène. L'évolution n'est pas linéaire mais se fait par bond, par rupture. On ne peut isoler une partie de cette réalité pour l'analyser seule, on serait induit en erreur ne voyant pas les interconnexions, la globalité de cette réalité. Cette méthode de pensée permet de s'approcher d'une compréhension de la réalité dans sa totalité. C'est une avancée importante par rapport à la méthode dite « analytique » qui triture une partie de la réalité, indépendamment des événements extérieurs, ce qui peut aboutir à une analyse partielle qui ne saisit pas tout. Par exemple, si chacun(e) de nous réfléchit à sa vie, elle (il) constatera qu'elle est ponctuée de crises, de bond, que nous n'avons pas grandit sans moments difficiles. Ces moments-là s'expliquent par de nombreuses pressions qui tirent dans tous les sens : parents, cours, boulots, événements politiques, potes, problèmes de fric etc... Comprendre pourquoi on déprime nous permet souvent de prendre du recul et donc de résoudre les difficultés. Et pour comprendre, on ne peut isoler un élément au risque de focaliser dessus en oubliant le reste. L'histoire, c'est pareil: les révolutions, les guerres, les famines...

Le matérialisme historique

Le matérialisme historique, c'est le matérialisme dialectique appliqué à l'histoire. Ce ne sont pas les grands hommes qui font l'histoire. Georges Bush est avant tout le produit de la

classe politique américaine, de son aspiration à une politique plus agressive et plus libérale. L'histoire résulte de conflits opposant un grand nombre d'individus, conflits de forces sociales. Le concept de classe sociale et de lutte de classes est apparu peu après les révolutions bourgeoises (révolution anglaise, française) sous la plume des historiens français tels que Guizot etc.. Marx et Engels ont enrichi ce concept et ont compris que l'évolution historique était due à l'existence de classes dont les intérêts s'opposent, de classes antagonistes en lutte permanente et que c'était ce qui occasionnait ruptures, révolutions.

Le matérialisme historique est une doctrine déterministe car sa thèse fondamentale est que l'existence détermine la conscience : les hommes et les



V.I. Lénine

femmes font leur propre histoire, mais ils sont le produit de conditions matérielles déterminées. On ne choisit pas de naître dans une famille de bourgeois ou de prolétaires. Mais, être déterminé ne veut pas dire qu'on a un destin inscrit d'avance. Nous faisons notre histoire. Collectivement, ils cherchent à maintenir leurs privilèges, leur richesse et nous, à gagner sur des revendications pour des conditions de vie meilleures. C'est ce qui crée la lutte de classe car les intérêts sont inconciliables. Il n'y a pas de fatalité : nous pouvons créer un rapport de forces nous permettant de gagner. Les conditions matérielles dans lesquelles nous vivons sont à leur tour produits de notre pratique, de notre action collective. Le niveau de vie des salarié(e)s a augmenté depuis le XIX^{ème} siècle : c'est le produit des luttes.

La pratique révolutionnaire

Le marxisme vise donc à tirer toutes les conséquences pas seulement en théorie mais aussi dans la pratique de la conception matérialiste. Si l'on prend l'exemple d'un match de foot, les matérialistes mécanistes disent : « il faisait chaud, l'arbitre a triché, le public n'était pas sympa... ». Ces derniers pensent qu'ils n'auraient pas pu influencer sur quoi que ce soit. Les idéalistes affirment : « on avait prévu des



tactiques, on avait étudié le jeu des adversaires etc... ». Ceux là ne prennent pas en compte que quelqu'un peut se casser une jambe, qu'il peut pleuvoir, bref la réalité extérieure. Les marxistes expliquent : « on s'est adapté, réfléchissant à notre jeu à mesure que le match avançait en fonction des conditions qui ne dépendaient pas de nous, intégrant les bilans de nos erreurs des précédents matchs, nos tactiques ». Ceux là tendent à chercher à mieux comprendre le match, sachant que pour mieux le comprendre, le maîtriser, il faut en être acteur, qu'on joue un rôle dans l'évolution du match qu'on peut le transformer voire gagner. C'est la fusion entre la théorie et la pratique, qui entraîne une transformation. Aussi, pour comprendre le monde, il faut en être acteur : rester spectateur ne peut permettre de saisir ce qu'il se passe. Être acteur c'est participer à la transformation. La pratique révolutionnaire est le fondement théorique de la conception marxiste de l'auto-émancipation du prolétariat par la révolution. Au cours de sa lutte contre l'état des choses existant, le prolétariat se transforme, développe sa conscience, et devient capable de construire une nouvelle société, processus qui atteint son point culminant au moment de la révolution, au cours de laquelle, en même temps, les grandes masses changent et prennent conscience de leur rôle, en changeant les circonstances par leur action.

Faire la révolution !

Le marxisme, c'est apprendre constamment du réel en transformation continue. Comprendre le monde est un préalable à pouvoir le changer. Mais, finalement, ça veut dire quoi changer le monde, faire la révolution ? Ça veut dire que tou(te)s les travailleur(se)s qui font tourner la société décident enfin de leur avenir. Pour cela, pour gérer la société, il s'agit pour eux, pour nous



Zidane a-t-il été marxiste pendant l'Euro 2004 ?

tous, de prendre le pouvoir. Il est à peu près certain que les Ernest-Antoine Seillère ne seront pas d'accord pour qu'on les exploite. Ils utiliseront tous les moyens possibles, y compris les armes pour continuer de nous exploiter.

Les travailleur(se)s, au pouvoir, élus, révocables à tout moment, ayant mis en place une démocratie totale devront résister car ils sont dans le juste, étant la majorité sans laquelle la société ne fonctionnerait pas. C'est le sens de la conception, qui souvent déformée, de « dictature du prolétariat », qui est une phase transitoire pour l'avènement d'une société sans classe. Ce n'est rien d'autre que la « dictature » des intérêts collectifs sur les privilèges d'une minorité. On nous répète tout le temps que le terme dictature fait peur. Actuellement, les dictateurs, ce sont Liliane de Bettencourt et consors, soutenus par les gouvernements qui gèrent leurs intérêts, allant même jusqu'à mener des guerres pour ça. Si nous voulons gagner, il nous faudra être intransigeant, car refuser d'utiliser les moyens adéquats, c'est déclarer forfait.

Dès maintenant, préparons cette perspective...

Fanny, |Rouen|

L'exploitation capitaliste

« Etre salarié, c'est n'avoir pour survivre et pour satisfaire ses besoins vitaux que la possibilité de vendre sa force de travail manuelle ou intellectuelle ».

Dans le cadre du système capitaliste, nous savons tous que le travail n'est un plaisir pour personne, surtout quand nous savons que nous ne bossons et que nous nous levons le matin que pour l'enrichissement personnel d'une minorité de parasites qui sucent jusqu'à la moelle les travailleurs pour créer le maximum de bénéfices.

L'exploitation salariale

Etre salarié, c'est n'avoir pour survivre et pour satisfaire ses besoins vitaux que la possibilité de vendre sa force de travail manuelle ou intellectuelle. Il découle bien entendu qu'on est obligé de se vendre à un patron afin de survivre. En fait ce que le patron achète c'est la force de travail (ensemble de toutes les facultés physiques et intellectuelles qui existent dans le corps de la personnalité vivante de l'être humain et qu'il met en mouvement toutes les fois qu'il produit une valeur d'usage quelconque) afin de pouvoir l'utiliser, pendant un certain temps (8h par jour, 35h par semaine...) pour transformer la « nature » en marchandise.

Pour créer une marchandise, il faut trois composantes : la nature, l'outil ou la machine, et la force de travail. Exemple : pour faire une planche de bois, il faut un arbre, des outils, et un travailleur pour utiliser les outils. Cette force de travail, comme toute marchandise, à un coût : le salaire. Ce qui permet de mesurer la force de travail, c'est le temps. L'objectif du patron est de rentabiliser le temps de travail qu'il paye au salarié. Le fait que le travailleur vende sa force de travail à un prix plus ou moins fixe signifie que plus l'ouvrier produit, et plus l'écart entre la plus value engendrée par sa production, et entre le salaire reçu est grand : pour une planche de bois produite l'ouvrier reçoit 10, le patron reçoit 15, pour deux planches l'ouvrier en reçoit 20, le patron 30...



Plus l'ouvrier va créer de marchandises matérialisant sa force de travail, plus le capital est puissant et plus il s'appauvrit. Ces marchandises ne lui appartenant pas, il devient donc étranger un produit de son travail. C'est en fait toute la vie du travailleur qui est aliéné, car pendant ses heures de travail, il vend sa force de travail, et passe ses heures de repos à dépenser ce qu'il a reçu en échange de celle-ci à la reconstituer.

Le salaire

Le salaire étant le prix de la force de travail (une marchandise), cette valeur est définie par le prix que le marché lui donne. Le salaire est composé de deux parties : La somme nécessaire pour l'ouvrier puisse reconstituer sa force de travail (nourriture...), et une deuxième partie fonction du rapport de forces entre capital et travail. La première varie en fonction de ce que l'on définit par le minimum vital, et est fonction de l'époque et de l'endroit où l'on vit. La deuxième varie en fonction de ce que les travailleurs arriveront à arracher au patron, mais également fonction de l'offre et la demande, comme toutes marchandises. Le chômage à donc un intérêt évident pour la bourgeoisie : plus l'armée de réserve est importante (les chômeurs), plus l'offre est abondante alors que la demande baisse en proportion, et plus les prix sont bas. Mais il est également très important de constater que l'accroissement des richesses produites ne signifie pas nécessairement augmentation de salaire. Il suffit pour s'en convaincre de savoir qu'en vingt ans la part des richesses produites revenant aux travailleurs est passée de 69% à 60%, alors que les salaires ont augmentés.

La concurrence capitaliste

La production capitaliste consiste en une production de marchandise. Ce n'est

qu'une fois vendue que se dégage la plus value créée par les travailleurs ; plus value contenue dans la valeur des marchandises fabriquées.

Cette production est régie par le mode de propriété des moyens de production. C'est non seulement une règle juridique mais surtout une règle économique. Ca veut dire que ce ne sont pas les travailleurs eux-mêmes qui possèdent les outils, les machines, c'est-à-dire les moyens de production, mais l'ensemble des firmes du monde entier, ensemble que l'on appelle le patronat ou la bourgeoisie. Evidemment, c'est ce même patronat qui prend toutes les décisions de production, sans tenir compte de l'intérêt général, mais uniquement de son propre profit.

Cette production est régie par la libre concurrence, c'est-à-dire que le seul souci pour le capitaliste est de gagner le maximum de parts de marché, et donc d'écraser les plus faibles que lui. Cela veut bien entendu dire que pour gagner des parts de marché, il faut être moins cher que le concurrent, donc de baisser le prix de ses marchandises, afin de vendre le plus possible et donc de réaliser le maximum de profits. Pour baisser les prix, il faut absolument baisser le coût de production – le coût de revient. Pour cela il faut perfectionner les moyens de production (les machines, les outils...) afin de produire davantage, mais pour acheter ces machines il faut des capitaux plus élevés, donc vendre encore plus.

La production capitaliste n'est donc plus qu'une simple recherche de profit, mais la recherche d'une accumulation du capital. La majeure partie de la plus value va donc dans l'achat de machine pour améliorer la production.

Nous voyons apparaître ici le rôle historiquement progressiste du capitalisme : augmenter la production et les forces productives et ainsi développer les fondements matériels de l'émancipation de l'humanité. Mais l'essor de la production capitaliste, entraînant le machinisme fait que l'homme est de plus en plus dépendant de la machine, et perd ainsi toutes ses qualifications. L'homme est de plus en plus dépossédé de son travail, ce qui influence sur ses relations face au travail et dans la société.

Evolution du travail à l'époque de la mondialisation

Depuis une vingtaine d'années, nous voyons une évolution très importante dans les relations employé/employeur, avec notamment de nouvelles attentes des patrons envers leurs employés. En effet, les travailleurs devraient se défaire de toute position d'extériorité vis-à-vis de l'entreprise, c'est-à-dire être pleinement conscient des intérêts propres à la réussite de celle-ci. Le discours économique devient donc de plus en plus important envers le personnel d'encadrement, mais également envers le personnel exécutant, comme c'est souvent si joliment dit. Le travailleur devrait donc développer une certaine culture d'entreprise, en faisant notamment passer les intérêts de la firme avant les siens, ou avant les intérêts de sa propre classe. Il y a plusieurs explications à ce phénomène : rapport de forces de plus en plus favorable au patronat, dans un contexte de chômage qui ne cesse de croître, mais également grâce à un discours dans les sphères de l'Etat ou dans l'enseignement, qui vise à placer l'entreprise non plus au cœur de l'économie en tant que lieu d'enrichissement financier, mais également comme lieu d'enrichissement personnel et humain.

La fin de années de croissance, c'est-à-dire les années allant de 1950 à 1970, marque le début d'une concurrence bien plus forte entre les différentes entreprises qui se voit obligées de se battre plus qu'avant



pour gagner de nouvelle part de marché. Comme nous le disons tout à l'heure, pour gagner de nouvelles parts de marché, il faut faire baisser le prix de vente des marchandises, et donc leur prix de revient. C'est là que l'on voit le rôle très important de chômage qui permet de faire baisser les salaires. Mais faire baisser les prix ne suffit plus. Il faut développer la qualité et le service rendu au client. Pour cela, il faut que le travailleur se donne de plus en plus à son entreprise. La direction et les cadres vont alors commencer à développer ce que l'on appelle « le management participatif », en donnant une impression de transparence, faisant croire que les intérêts des travailleurs et des patrons ne sont pas opposés, notamment avec les discours annonçant la disparition des classes sociales, mais ceci est un autre sujet. Avant ce type de procédés, les travailleurs ne répondant et n'était censé de s'intéresser à la consigne, ce qui séparait clairement les « rapports marchand » et les « rapports salariaux ». Jusqu'ici le travailleur n'avait à se soucier que de l'exécution de cette consigne et sa réussite, sans se soucier de se quelle rapportait à l'entreprise. Les deux rapports que nous citons plus haut n'étaient mis en relation que chez les cadres. Le patronat tente désormais de l'assimiler aujourd'hui aux exécutants. Nous pourrions y voir une reconnaissance du travail, mais malheureusement, comme vous vous en doutez, il en est rien du tout.

L'important est de voir comme cela se traduit sur le monde du travail en général, et comment cela influe sur le rapport de classe. Etant de plus en plus ancrés dans la sphère « entreprise » les travailleurs acceptent des conditions de travail de plus en plus difficile, devant en plus supporter la menace du chômage. Mais les conséquences ne sont pas seulement internes à l'entreprise, mais également sur l'ensemble de la sphère salariale. Les travailleurs se retrouvent en effet en concurrence avec les travailleurs des autres entreprises, puisque celle-ci se faisant une concurrence acharnée, la réussite d'une fait l'échec de l'autre.

Résumons

La bourgeoisie s'est servie d'une crise économique, la bien nommée crise pétrolière, pour durcir la guerre de classe qu'elle mène contre le prolétariat. Le rapport de forces est de plus en plus en faveur du patronat. La bourgeoisie en profite pour remettre en cause tous nos acquis et développe des contrat de plus en plus précaires.

Nous avons précédemment vu que la problématique principale des capitalistes était de faire baisser les coûts de production des marchandises afin de remporter

le maximum de part de marché. C'est là bien le sens de ce que nous expliquions tout à l'heure : diviser les travailleurs afin qu'il ne puissent s'organiser et les mettre en concurrence entre eux. Nous assistons en fait à une vague terrible de nouveaux types de contrat de travail (CDD, intérim, emplois jeunes devenus emplois services, projet du Medef de faire des « CDI de 5 ans »...)

Cette politique a pour but d'affaiblir toute possibilité de contestation et d'augmenter l'exploitation de l'ensemble des salariés. Mais cela provoque en retour l'émergence de nouvelles résistances, par exemple à travers les luttes des précaires qui se sont développés ces dernières années à Mac Do ou Pizza Hut. C'est une nouvelle « génération précaire » (cf. le livre du camarade Abdel Mabrouki) de combattants contre l'exploitation que le capitalisme produit. C'est notre génération que nous devons organiser pour défendre nos droits, sortir de l'isolement et préparer les prochains affrontements.

Laorañs, [Nanterre]

BIBLIOGRAPHIE :

- Karl Marx : Les manuscrits de 1844
- Karl Marx : Salaire, prix, profit
- Karl Marx : Travail salarié et capital
- Karl Marx : Le Capital (Livre I, première section, chapitre premier, paragraphe IV : Le caractère fétichiste de la marchandise et son secret)
- Ernest Mandel : Introduction au Marxisme
- Jacques Kergoat, Josiane boutet, Henri Jacot, Danièle Linhart : le monde du travail
- Christophe Dejours : Travail, usure mentale

Bush à Babylone

Tariq Ali

Tariq Ali est dirigeant du mouvement anti-guerre en Grande-Bretagne. Activiste reconnu, il fut militant révolutionnaire de la gauche radicale britannique durant les années 60 et 70, il fut également l'une des figures marquantes de la Quatrième internationale. Collaborateur à la New left review, il a également participé à la réalisation de plusieurs reportages au service de la BBC.

Son avant dernier ouvrage, devenu best seller, *Le choc des intégrismes*, donnait un aperçu critique du nouvel ordre mondial naissant suite aux événements du 11.09.

Dans *Bush à Babylone*, l'auteur donne un aperçu des événements survenus dans la région de l'ancienne Mésopotamie, suite à l'implosion au lendemain de la première guerre mondiale de l'empire Ottoman, et de sa partition au nom des intérêts impérialistes britanniques et Français.

Ali retrace à sa manière cette histoire mouvementée mêlant au récit historique la voix de ceux qu'il a connus, militants révolutionnaires, exilé, poètes portant la conscience de leurs pays. Il dresse ainsi le portrait d'un peuple à l'histoire vieille de 5000 ans, ayant une longue expérience de la résistance aux oppressions.

De la monarchie Hachemite soutenue à bout de bras par les Anglais en passant par la dictature des colonels, puis l'accession au pouvoir du parti Baas en 1963, qui conduira à

la dictature de Saddam Hussein, il retient les résistances multiples qui ont émaillé cette époque. Les insurrections tout au long de l'entre deux guerres, la révolution de 1958, le rôle du PC et aussi ses rendez-vous manqués avec l'Histoire, les luttes armées organisées par Khalid Ahmed Zaki en 1968...

Mais cette chronique du siècle dernier sert avant tout à dénoncer l'occupation actuelle, et notamment le rôle des différentes nations impérialistes, qu'elle se drapait derrière leur soit disant opposition à la guerre pour défendre leurs intérêts économiques régionaux tel la France, ou qu'elles soient ouvertement bellicistes.

La responsabilité de ces puissances est largement évoquée notamment durant la première guerre du Golfe avec le pilonnage des troupes irakiennes tandis qu'elles quittaient le sol Koweïtien, faisant plusieurs milliers de victimes, ou la complicité avec Saddam Hussein lorsque celui-ci réprima les soulèvements kurde et chiite, notamment par le gazage des populations.

Cela eu pour effet de donner au dictateur le visage d'un nouvel Hitler, et permit de justifier l'embargo.

Celui-ci, qui fut mis en place avec l'aval de l'ONU, une fois encore au service des impérialismes, eu pour conséquence la mort d'un million d'Irakiens dont 500 000 enfants en bas-âge.

Au final, c'est à un réquisitoire contre l'im-



périalisme que se livre l'auteur. Dénonçant les rites d'une partition de l'Irak en différents territoires suivant les intérêts de l'occupant, il met également en lumière les résistances se mettant en place, qui permettront peut-être un jour aux Irakiens de retrouver leur souveraineté. Mais c'est avant tout à un appel qu'il se livre, à ceux qui ont manifesté contre la guerre mais acceptent aujourd'hui dans l'apathie, comme un moindre mal, la recolonisation de l'Irak.

Romain, [Censier]

Bush à Babylone
La Fabrique, 244 pages, 14 euros

L'empire de la guerre permanente



« Ayant guidé l'Occident jusqu'à la victoire lors de la guerre froide, l'Amérique fait maintenant face à une opportunité et à un défi : les États-Unis veulent-ils construire sur les fondements posés par les victoires des décennies passées ? Les États-Unis sont-ils résolus à façonner un nouveau siècle favorable aux principes et aux intérêts américains ? »

Déclaration de principes du Projet pour un nouveau siècle américain, 1997

Quatre ans après la rédaction de ce texte, les attentats du 11 septembre 2001 fournissaient aux signataires du Projet le prétexte pour commencer à répondre à ces questions. Parmi eux, on trouve notamment Dick Cheney, Donald Rumsfeld, et Paul Wolfowitz, membres de l'administration Bush, Jeb Bush, frère et fils des deux autres terroristes, mais aussi Francis Fukuyama, qui avait décrété la « fin de l'Histoire » après l'écroulement du bloc de

l'Est en 1989, ou Bruce Jackson, initiateur du « Manifeste » des dix pays européens se solidarisant avec la guerre de Bush et Blair en Irak.

Tout l'intérêt du dernier livre d'Attac est de décoder à travers la politique actuelle des États-Unis un projet politique global, qui ne peut en aucun cas se réduire à la stupidité barbare de George W. ou à des intérêts à court terme. La « guerre sans limites » est la réponse de l'État américain à la crise structurelle de la mondialisation capitaliste, et les confrontations militaires aggravent en retour l'instabilité du système.

Le premier chapitre montre que les États-Unis n'ont jamais été une puissance pacifiste, ni respectueuse du « droit international ». Depuis la fin du XIX^{ème} siècle, ce sont des centaines d'interventions militaires de l'Amérique Latine à l'Asie du Sud-Est, en passant par les deux boucheries mondiales, qui ont assuré leur hégémonie. Ensuite, un retour instructif sur l'histoire du Moyen-Orient explique la place stratégique de cette région, les enjeux liés aux ressources pétrolières, le rôle de chien de garde qu'y joue Israël, mais aussi le potentiel de résistance qui complique la tâche de l'impérialisme. Enfin, le livre décrit précisément la puissance militaire des États-Unis, qui semble leur assurer la possibilité de dominer incontestablement le 21^{ème} siècle. D'ici à 2006, le budget militaire US équivalra à celui de l'ensemble des autres pays du monde, appuyé sur un complexe militaro-industriel tentaculaire.

Cependant, cette hégémonie militaire ne saurait masquer les contradictions qui travaillent la mondialisation capitaliste, et c'est là que s'ouvre la discussion au sein du

mouvement. Si les États-Unis n'ont pas de rivaux militaires immédiats, la concurrence économique entre puissances s'accroît, et le poids relatif de la production US dans la production mondiale n'est plus ce qu'elle était il y a quelques décennies. L'Union Européenne, le Japon, et demain la Chine et d'autres pays constituent autant de pôles menaçants pour la classe dirigeante états-unienne. Sur ce point, il existe un fossé entre les positions des dirigeants d'Attac comme Bernard Cassen ou Jacques Nicouff et la politique que nous proposons : ceux-ci cherchent à soutenir une puissance, la France ou l'Europe, contre une autre, alors que nous refusons l'union sacrée avec un impérialisme tout aussi dévastateur à son échelle.

Loin de la fin de l'Histoire dont rêvaient les libéraux, la période ouverte par le 11 septembre ouvre au contraire plusieurs possibilités pour l'avenir. La destruction massive des peuples et de la planète pointe à l'horizon de la mondialisation capitaliste. À l'inverse, le mouvement international contre la guerre est le talon d'Achille de l'administration Bush, et il pourrait lui infliger une défaite lourde de conséquence en imposant le retrait des troupes qui occupent l'Irak.

Dans ce contexte, le petit livre d'Attac est un outil précieux pour s'informer et débattre au sein du mouvement, et puisqu'il ne coûte que 3 euros, c'est une lecture indispensable de l'été.

Vincent, [Aix]

Attac : L'empire de la guerre permanente. États-Unis et mondialisation, éditions Mille et une nuit, 185 p., 3 euros.



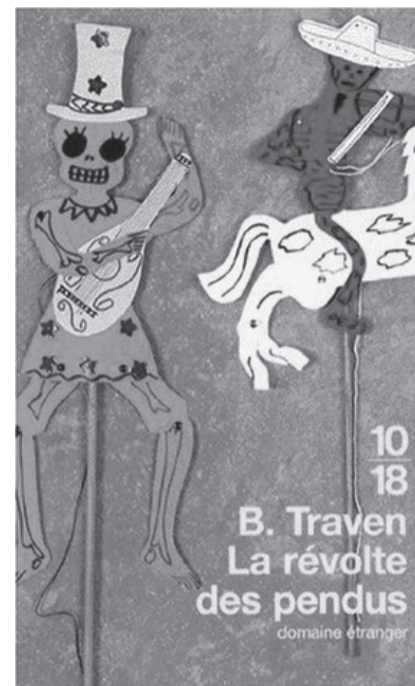
B.Traven : La révolte des pendus

Le Mexique, XX^{ème} siècle, un petit paysan indien du nom de Candido se retrouve seul avec ses deux jeunes fils après la mort de sa femme. Travailleur indépendant, il va être contraint après cet événement de rejoindre une finca, une grande exploitation, pour y travailler. Là-bas, il sera surexploité, comme beaucoup d'autres indiens, par les grands propriétaires...

Pourquoi la « révolte des pendus » ? Parce que c'est l'histoire de la naissance d'une révolution à partir d'une révolte dans une finca, et vous découvrirez qui sont les pendus en lisant ce roman.

La finca est une microsociété dans laquelle on retrouve le prolétariat, exploité, les classes moyennes, opportunistes et le patronat, grand exploitateur, profiteur. C'est un régal, l'auteur ne mâche pas ses mots et on assiste à une prise de conscience des hommes, on contemple l'espoir et le courage de ceux qui osent se révolter. Ce roman pose les problèmes que comporte une révolution, comment elle s'organise, l'attitude des classes moyennes qui selon les tendances changent de discours, et l'impuissance du patronat face à une telle situation.

La révolte des pendus est un magnifique exemple de la prise en main par les plus démunis de leur destinée, c'est une extraor-



dinaire dénonciation de l'exploitation sociale du prolétariat, et il comporte donc un intérêt certain pour nous. Enfin, c'est aussi un roman très bien écrit, qui vous tiendra en haleine jusqu'au bout et vous touchera sûrement. A lire absolument...

Lucile, [Rouen]

La révolte des pendus
Editions 10-18

Bloody Sunday



« J'ai voyagé dans de nombreux pays et assisté à de nombreuses révolutions et guerres civiles. Je n'ai jamais assisté à un meurtre organisé et réalisé avec autant de sang-froid » Fulvio Grimaldi, photographe, à propos du Bloody Sunday

Bloody Sunday, de P. Greengrass, vient de sortir en DVD.

Une manifestation catholique à Derry, en Irlande du Nord (sous occupation britannique), le 30 janvier 1972. Pour les droits civiques, à une époque où un véritable Apartheid est pratiqué contre les Catholiques en Irlande du Nord. Une manifestation non-violente, à laquelle plus de 20 000 personnes participent : adultes, enfants, vieillards...

Le mouvement de libération irlandais est alors en plein essor. Et les Britanniques ont décidé de frapper un grand coup. Ils ont envoyé une unité de parachutistes, réputés pour leur brutalité. Et ils ne failliront pas à

leur réputation.

Le film suit la préparation et le déroulement de la manifestation en alternant entre différents protagonistes, du côté des manifestants et des forces de répression. Tous ces « personnages » ont réellement existé et le film est tourné d'après les archives et les témoignages officiels.

Le réalisateur a filmé sur le lieu même de la tuerie. Il à fait appel à des acteurs non professionnels, descendants des acteurs réels du drame, britanniques et nord-irlandais, et il a filmé l'ensemble sur le lieu même où il s'est déroulé. D'où une certaine tension pendant le tournage.

Une tension qui donne encore plus de réalisme à un film qui ne fait pas dans le superflu et se contente de nous montrer la vérité. Brute.

Tous ceux qui se sont rendus à Derry se sont rendus compte que cette ville et ses habitants catholiques avaient été victimes d'un véritable traumatisme.

Lorsque l'on se rend sur les lieux du massacre, on a l'impression qu'il s'est déroulé la veille. Car ceux de Derry ne veulent pas oublier les 13 qui sont tombés sous les balles des paras britanniques lors de ce dimanche sanglant.

En visionnant Bloody Sunday, vous comprendrez pourquoi.

Amélie, [Tolbiac]

(Pour plus de détails sur la lutte du peuple irlandais, je vous renvoie à mon article dans RED de janvier 2004).



Du 25 au 31 juillet, objectif Ruesta !

Pour ceux qui n'ont pas encore entendu parler des Rencontres Internationales de Jeunes, il est encore temps de s'inscrire ! Cette semaine de débat pas comme les autres, où toutes les tâches et les décisions sont gérées collectivement, rassemble plus de 500 jeunes de toute l'Europe pour discuter de la situation politique, des luttes sociales et de l'alternative que nous aspirons tous à construire face à cette société qui n'offre aucun avenir. Par ailleurs, cet événement est ouvert à tous ceux qui sont intéressés, que l'on soit militant ou non.

Voici quelques extraits du programme des débats prévus cette année :

- Lundi : la Françafrique, le Zapatisme, Le projet américain de « Grand Moyen Orient, la guerre sans limite et la résistance irakienne...

- Mardi : le terrorisme peut-il être un moyen de lutte ? La résistance palestinienne face au sionisme, Ou'est ce que la révolution permanente ? Peut-on parler de « choc de civilisations » ?, la situation au Pays basque...

- Mercredi : la privatisation des ressources naturelles, l'histoire du mouvement écologiste, l'écologie et le socialisme... Ce jour est prévu par ailleurs une participation à la manifestation pour la défense du site naturel d'Artieda contre les projets du gouvernement espagnol !

- Jeudi : les violences contre les femmes, faut-il rémunérer le travail domestique ? féminisme et lutte de classes, la loi contre le voile en France, Comment construire une résistance sur tous les fronts ?...

- Vendredi : la famille : un outil pour contrôler la sexualité, le « marché gay » : peut-on acheter la libération sexuelle ?, le rôle de l'école dans la construction des genres féminin et masculin...

- Samedi : les travailleurs immigrés : premières victimes de la précarité, les luttes des salariés de Mac Donald en France, Une nouvelle classe ouvrière...

Enfin, un cycle d'approfondissement des questions théoriques est aussi prévu chaque jour sur les questions suivantes : le matérialisme historique, marxisme et religion, écologie et socialisme, Partis et Mouvements, Peut on changer le monde sans prendre le pouvoir ? La Quatrième Internationale.

Enfin les Rencontres internationales de jeunes n'ont pas seulement pour but de discuter de ce qui se passe et de l'histoire des idées révolutionnaires mais bien de comment nous pouvons préparer les prochaines mobilisations. Il s'agit pour chacun de s'armer pour pouvoir être actif sur son lycée, dans son quartier, sur son fac ou dans son lieu de travail. Pour cela, l'expérience des jeunes des autres pays est un apport indispensable. Nous sommes nombreux sur toute la planète à vouloir essayer que cela change !

C'est aussi en vivant cette rencontre à l'échelle internationale que nous trouvons plus d'énergie pour nous mobiliser : c'est ce que permettent, à une petite échelle, les Rencontres Internationales de jeunes. Le prix du camp est de 125 euros. Pour s'inscrire, il suffit d'envoyer des arrhes de 20 euros (chèque à l'ordre de RCI) avec vos coordonnées à JCR, 2 rue Richard Lenoir, 93 100 Montreuil. Des transports collectifs sont organisés.

François, [Saint-Denis]

3ème FSE à Londres

Du 15 au 17 octobre se tiendra le Forum Social Européen 2004 à Londres. Ce forum réunira tous les gens qui ont participé aux différentes luttes sociales et politiques de l'année pour débattre autour de différents thèmes. La tonalité de ce FSE sera : contre la guerre et le libéralisme.

La question de la guerre sera la question dominante de ce FSE dans le pays où 2 millions de personnes ont manifesté le 15 février 2003 contre la guerre en Irak et où Blair et de plus en plus contesté. Le FSE se clôturera par une manifestation contre la guerre et les occupations le 17 octobre où les organisateurs raisonnent déjà à l'échelle d'un million de personnes. Après Aznar l'enjeu est de faire tomber Blair.

Il est possible dès aujourd'hui de réserver sa place pour partir. Des cars sont affrétés par Agir contre la guerre. Prix du billet : 100 euros comprenant :

50 euros : voyage en bus Aller Retour
30 euros : entrée du FSE

10 euros : billet de transport en commun à Londres

7 euros : camping

Dès maintenant prenez votre place (il est possible de payer en plusieurs fois) et parlez-en autour de vous...



Aznar, on t'a eu. Blair, on t'aura...



Sport et capitalisme

Cet été, entre l'Euro, le tour de France et les JO d'Athènes, on est servi en confrontations sportives entre différentes équipes ou sportifs nationaux. Ce qui entraîne un climat nationaliste assez insupportable. Mais ce patriotisme n'est pas dû au sport lui-même mais à la société telle qu'elle fonctionne actuellement. Car le sport n'est pas une activité qui existe en dehors de la société, et n'échappe donc pas aux rapports sociaux qui la régissent.

Un marché financier comme les autres

Un élément révélateur est le poids économique que représente le sport. En France, le secteur du sport représente environ 1,5% du PIB. Plus d'1% des investissements nationaux sont consacrés au sport. Le sport en France fait vivre plus de 350 000 professionnels à temps plein. En 1998, on estimait à 1600 milliards de francs la masse financière drainée rien que par le football dans le monde, ce qui représentait environ le budget de la France. Selon la commission européenne, le sport en 2000 représentait 3% du commerce mondial.

Le sport, opium du peuple ?

Du coup, rien d'étonnant à ce que les Etats s'intéressent de très près au sport, car ils sont bien conscients que cela peut servir leurs intérêts. Hitler avait été un des premiers avec Mussolini à mesurer cet enjeu. Mussolini s'était servi des succès de la Squadra Azzura lors des coupes du monde de 1934 et 1938 pour démontrer la suprématie du fascisme. Les Jeux Olympiques de Berlin en 1936 ont été une véritable étape dans la propagande et l'offensive nazie. A noter qu'Olympia (Les Dieux du Stade en français), le film des JO de 1936 réalisé par Leni Riefenstahl (auteur de 2 documentaires sur les Congrès du parti nazi à Nuremberg en 1933 et 1934), qualifié de chef d'œuvre de propagande nazie, reçu en 1948 le diplôme du « mérite Olympique » !

Sans aller jusqu'à ce que déclara le président américain Gerald Ford : « un succès sportif peut servir une nation autant qu'une victoire militaire », Carter (ex-président américain) s'est servi des JO d'hiver de Lake Placid (qui se sont déroulés dans une future prison) comme paravent de sa soi-disant politique des droits de l'homme alors qu'il ne faisait que poursuivre la politique impé-

rialiste de ses prédécesseurs.

Chirac, lui, s'est servi de la Coupe du Monde de football de 1998 comme d'une double entreprise de propagande : d'une part une opération de marketing qui utilisait la victoire de la France pour donner une image positive de ce pays et inciter les touristes à venir dépenser leurs devises. Mais aussi une propagande à usage interne visant à détourner l'attention des problèmes sociaux en essayant d'unir tout le monde derrière l'équipe nationale. Des jeux, en somme, pour oublier une époque où le pain est dur à gagner. Et que dire de tous ces trucs démagogues sur la France Black Blanc Beur alors que le traitement policier des étrangers et les charters continuent, que les sans-papiers n'ont toujours aucun droit dans cette république raciste qui se prétend accueillante. C'est Noah qui disait : quand je gagne on dit que je suis français mais quand je perd je suis africain...

Ou moyen de lutte ?

Mais le sport est également un moyen pour les opprimés d'affirmer des positions politiques et des revendications. Les exemples ne manquent pas comme dans les stades de football en

Argentine où le public chantait : « elle va tomber, elle va tomber, la dictature militaire » en brandissant les portraits de « disparus ». Ou alors les Jeux Olympiques de Mexico en 1968, qui au passage, se tenaient juste après le massacre de 300 étudiants sur la Place des 3-cultures. C'est au cours de ces JO que les Américains Tommie Smith et John Carlos, 1er et 2ème au 200m levèrent leurs poings gantés de noir sur le podium pendant l'hymne américain pour protester contre le racisme et la ségrégation raciale aux Etats-



Aux JO de Mexico en 1968

Unis. Ils furent exclus de l'équipe américaine parce que des noirs dans une équipe nationale, c'est bien quand ils gagnent au nom

de la Nation mais faut pas qu'ils se mettent à revendiquer des droits ! Mais d'autres militants des Black Panthers prirent la relève de la contestation et de la lutte lors de ces JO. Dix ans auparavant, l'équipe de football du FLN (Front de Libération National) s'était lancée dans une grande tournée mondiale pour aider à la reconnaissance de l'indépendance de l'Algérie.

Les victoires, à nous de les obtenir !

Alors, oui, c'est sympa de regarder les Jeux Olympiques qui se dérouleront à Athènes. Au passage, les autorités d'Athènes ont déjà commencé (le 1er juillet) à déployer leurs services de sécurité (70000 policiers et militaires). Coup total : près d'un milliard d'euros, rien que ça ! Mais c'est encore mieux de s'intéresser au sport sans se ranger derrière son gouvernement, mais en préparant le bras de fer contre lui. Car des batailles il va y en avoir : la lutte contre la réforme de la sécurité sociale, les luttes pour le retrait des ECTS-LMD dans les différentes universités, la lutte contre les exclusions de lycéennes voilées, contre les occupations impérialistes...

Car la division n'est pas entre nations comme on voudrait nous faire croire, mais entre d'un côté l'infime minorité qui possède tout et nous exploite et de l'autre, nous : les jeunes, les travailleurs, les femmes, les immigrés... Et ce match là, il faut qu'on s'organise dès maintenant pour le gagner !

Laure, [Nanterre]